

REPUBLIQUE DU BENIN

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie

Spécialité : Economie Appliquée

THEME :

**Analyse de l'effet des dépenses publiques sur
la pauvreté dans les départements du Bénin**

Réalisé par :

LANION Henri

&

AGBOGOU S. Noredine

Sous la direction de :

Maître de stage :

DANHOUNDO Firmin

(Economiste-statisticien)

Maître de mémoire

Prof. ALINSATO Alastaire

(Enseignant à la FASEG)

Année académique : 2015-2016

Avertissement

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACES

Je dédie ce mémoire à :

- Toute ma famille pour tout leur soutien financier et moral, dont ils n'ont jamais cessé de faire preuve à mon égard.
- Mes amis pour leur soutien moral et financier, merci que Dieu vous le rende au centuple.

LANION Henri

Je dédie ce mémoire à :

Mes parents AGBOGOU Thierry et SOUNDE Rébecca et à tous ceux qui me portent dans leur cœur.

AGBOGOU S. Noredine

REMERCIEMENTS

Bien que ce mémoire soit le reflet de nos efforts personnels, il a fait appel au savoir-faire et à la collaboration de nombreuses personnes qui ont répondu à notre appel. Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à :

- Le doyen de la FASEG, le professeur **Charlemagne IGUE** pour tous ces efforts accomplis dans le processus de notre formation
- Le professeur **ALINSATO Alastaire** notre maître de mémoire pour avoir supervisé ce travail ;
- Madame **Eudoxie BESSAN** pour sa disponibilité malgré ses nombreuses occupations ;
- Monsieur **DANHOUNDO Firmin**, notre maître de stage qui a manifesté sa disponibilité en nous encadrant tout au long de ce stage ;
- Nos éminents professeurs qui par leurs enseignements, nous ont donnés l'amour et le goût de la recherche, et au personnel administratif de la FASEG ;
- Tous les camarades pour leurs différentes remarques et apport à ce travail ;
- Notre Président et nos membres de jury qui en acceptant de juger notre travail, nous permettent de bénéficier de leurs apports inestimable en vue de l'amélioration du document.

SIGLES ET ABREVIATIONS

BM : Banque Mondiale

DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté

EMICoV : Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages

INSAE : Institut National de Statistique et d'Analyse Economique

IPH : Indicateur de Pauvreté Humaine

MCE : Modèle à Correction d'Erreur

MS : Ministère de la Santé

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PED : Pays en Développement

QUIBB : Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Liste des tableaux

Tableau 1 : Prédiction théorique du signe des coefficients.....	22
Tableau 2 : Présentation des différentes variables et leurs sources.....	23
Tableau 3 : Présentation de la variable de contrôle.....	27
Tableau 4 : Etude de la stationnarité des séries.....	29
Tableau 5 : Test de Pedroni.....	30
Tableau 6 : Test de Kao.....	30
Tableau 7 : Test de Pedroni.....	31
Tableau 8 : Test de Kao.....	31
Tableau 9 : Estimation des coefficients du modèle Pooled Mean Group	32
Tableau 10 : Estimation des coefficients du modèle Mean Group	33
Tableau 11 : Estimation des coefficients du modèle Pooled Mean Group	33
Tableau 12 : Estimation des coefficients du modèle Mean Group	33
Tableau 13 : Test de hausman.....	34

Liste des graphiques

Graphique 1 : Situation de pauvreté non monétaire au Bénin en 2006 et 2011.....	26
Graphique 2 : Situation de pauvreté monétaire au Bénin en 2006 et 2011.....	26
Graphique 3 : Situation des dépenses en investissement au Bénin en 2006 et 2011.....	28
Graphique 4 : Situation des dépenses en éducation au Bénin en 2006 et 2011.....	28
Graphique 5 : Situation des dépenses publiques en santé au Bénin en 2006 et 2011.....	28

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT.....	i
DEDICACES.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iv
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	v
RESUME.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	3
SECTION 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS, HYPOTHESES.....	3
SECTION 2 : REVUE DE LA LITTERATURE.....	6
CHIPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTATS	21
SECTION 1 : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....	21
SECTION 2 : PRESENTATION ET ANALYSES DES RESULTATS	25
RECOMMANDATIONS.....	34
CONCLUSION	36
BIBLIOGRAPHIE.....	38
ANNEXE.....	A
TABLE DES MATIERES.....	I

RESUME

Le but de notre étude est d'évaluer l'effet des investissements publics sur la pauvreté au Bénin. Pour y parvenir, nous avons adopté une méthodologie qui consiste à mettre en évidence les différentes variables retenues pour l'étude afin d'identifier celles qui ont un effet négatif sur la pauvreté non monétaire et monétaire au Bénin. Il s'agit des : investissements publics, dépenses publiques en éducation et dépenses publiques en santé qui présentes des données en panel. Les résultats de l'estimation des coefficients à l'aide du logiciel STATA version 12 font état d'une influence négative des investissements publics sur la pauvreté monétaire et non monétaire. Le même résultat est observé pour la variable dépenses publiques en santé à la différence que ces coefficients sont faibles. En outre les dépenses en éducation ont un effet positif mais significatif sur le niveau de la pauvreté au Bénin. Au terme de cette étude les recommandations ont été faites pour la réduction du niveau de la pauvreté. L'une de ces recommandations est d'accorder une plus grande priorité aux dépenses de santé sans perdre de vue celles consacrées à l'éducation et d'encourager les investissements par les partenariats public privé.

Mots-Clés : Pauvreté non monétaire, Pauvreté monétaire Dépenses publiques d'éducation, Investissements publics, Dépenses publiques en santé

INTRODUCTION

Depuis l'annonce des objectifs du millénaire pour le développement, la lutte contre la pauvreté est considérée comme une des principales priorités des pouvoirs publics. Les économistes et les statisticiens ont consacré d'innombrables études et recherches pour mesurer la pauvreté et tenter de définir les méthodes les plus appropriées pour y parvenir.

Les rapports de développement dans le monde publié par la Banque Mondiale indiquent que sur les 6 milliards d'habitants de notre planète, en moyenne 2,8 milliards ont moins de 2 dollars par jour pour vivre et 1,2 milliards ont moins de 1 dollar par jour. A cet effet, la pauvreté n'est plus seulement une question de revenu, mais un concept multidimensionnel. Néanmoins Paugam et Selz (2005) mettront en évidence que les représentations de la pauvreté ne sont pas figées dans le temps, elles varient selon les pays, c'est-à-dire selon les perceptions politiques et culturelles et selon la conjoncture économique et sociale. Le sens que les individus donnent à ce phénomène en fonction de leurs expériences vécues et des processus d'échange et d'interactions caractérisent le plus souvent la vie en société.

En ce qui concerne le cas du Bénin, il demeure un des plus pauvres pays de la planète avec un nombre d'habitants estimé à 10 millions et disposant de peu de ressources naturelles. La faiblesse de ses ressources naturelles, la localisation géographique et le climat continuent d'être des contraintes majeures de l'économie Béninoise. En 2000 la croissance économique a oscillé autour de 4% contre 2,9% en 2005 et 2,6% en 2010.

Au Bénin, on retrouve que la pauvreté est plus répandue et prononcée en milieu rural. En effet au niveau régional, l'existence de fortes disparités est encore persistante en ce qui concerne les deux principales dimensions de la pauvreté. En outre, les résultats ont réaffirmé la forte corrélation de la pauvreté avec les différents attributs de la population tels que les formes d'emplois, les statuts socioprofessionnels, la composition du ménage, le niveau d'instruction, le sexe du chef de ménage. S'agissant en particulier du sexe et de la branche d'activité du chef de ménage, il ressort que les ménages dirigés par les femmes semblent moins connaître la pauvreté monétaire. Ce résultat pourrait être expliqué entre autres raisons, par le fait que les femmes chef de ménage se caractérisent généralement par leur autonomie économique suffisante qui résulterait en partie de leur situation matrimoniale, de la taille du ménage et leurs secteurs d'activités. Ainsi la persistance de la pauvreté, l'accroissement spectaculaire des inégalités et le ralentissement de la croissance au Bénin constituent les principaux problèmes majeurs qu'affrontent actuellement les autorités publiques. Par ailleurs, les engagements pris

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

par la communauté internationale et la volonté des pouvoirs publics nationaux d'œuvrer la lutte contre la pauvreté sous toutes ses facettes, renforcent l'intérêt suscité à cette thématique. C'est ainsi que, sous l'égide de la Banque Mondiale (BM), divers pays en développement (PED) ont élaboré des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté dans la perspective de réduire la gravité du phénomène. Ces programmes servent de base à la rédaction de Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ces documents visent, entre autres objectifs, à améliorer l'orientation, le niveau et l'efficacité des dépenses publiques. Toutefois, il est possible d'apprécier le niveau de productivité des dépenses publiques, sachant que l'objectif d'une telle politique demeure le développement économique qui peut être mesuré par la croissance soutenue et durable. Aussi bien dans les économies avancées qu'en développement, le constat est que les dépenses publiques ont souvent jouées un rôle de premier rang dans l'accumulation continue du capital physique et humain. En réalité, les dépenses publiques peuvent accélérer la croissance économique, même dans le court terme, lorsque l'insuffisance d'infrastructures ou de main d'œuvre qualifiée peut se révéler une contrainte à l'augmentation de la production.

Dès lors, la mesure de l'incidence des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté peut être considérée comme un indicateur global de leur productivité. En effet, la réduction de la pauvreté étant l'une des principales conditions nécessaires à la réalisation de meilleures performances en matière de bien-être social, ce qui constitue l'objectif ultime de la politique économique, elle est très souvent l'un des indicateurs les mieux suivis pour l'évaluation des politiques macroéconomiques. Elle constitue, dès lors, un candidat naturel lorsqu'il s'agit d'apprécier la qualité des dépenses publiques. Ainsi on retrouve que la volonté de faire reculer la pauvreté apparaît à travers la structure des dépenses publiques qui est caractérisée par un arbitrage des secteurs sociaux. Dans les pays en développement les dépenses publiques (éducation, de santé et d'infrastructures sociales) constituent le principal instrument de la politique de redistribution et de réduction des inégalités dans la mesure où la prépondérance des impôts indirects dans les recettes de l'Etat n'autorise pas une redistribution des revenus à travers la progressivité de l'impôt (Bourguignon, 2000). Cependant si les dépenses publiques profitent à l'ensemble de la population, les avantages liés à ces dépenses ne sont uniformément répartis entre les différentes catégories sociales. Dès lors la part reçue par la population pauvre revêt une importance capitale dans le contexte d'une stratégie de pauvreté. Le document est organisé en deux chapitres. Le premier chapitre présente le cadre théorique de l'étude et le deuxième prend en compte le cadre méthodologique et résultats de l'étude.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre traite du cadre théorique de notre étude. Il sera question d'énoncer d'une part la problématique, les objectifs et les hypothèses de notre étude, d'autre part de passer à la revue de la littérature

SECTION 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses

1. PROBLEMATIQUE

Parmi les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se retrouve la réduction de la pauvreté dans le monde. En effet la pauvreté est un concept qui ne se prête pas aisément à une définition, du moins à une définition qui fasse l'unanimité. La raison en est bien simple, la pauvreté porte sur plusieurs aspects aussi divers et variés que les réalités quotidiennes de chaque individu. Ainsi définir la pauvreté serait un exercice délicat. Ravallion (1996), World Bank (2000) et Asselin (2002), analystes de la pauvreté, reconnaissent qu'il n'existe pas de définition universelle et absolue de la pauvreté. Malgré les divergences, trois grandes approches de la pauvreté semblent s'être imposées dans la pensée économique au fil du temps (PNUD [1997], Asselin et Dauphin [2000]). Il s'agit de l'approche par le revenu, l'approche du point de vue des besoins essentiels et l'approche en termes de capacités.

Cependant les engagements pris par la communauté internationale et la volonté des pouvoirs publics nationaux d'œuvrer la lutte contre la pauvreté sous toutes ses facettes, renforcent l'intérêt suscité à cette thématique. C'est ainsi que, sous l'égide de la BM, divers PED ont élaborés des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté dans la perspective de réduire la gravité du phénomène. Ces programmes servent de base à la rédaction de DSRP. Ainsi la persistance de la pauvreté, l'accroissement spectaculaire des inégalités et le ralentissement de la croissance au Bénin constituent les principaux problèmes majeurs qu'affrontent actuellement les autorités publiques.

En cette dernière décennie, les efforts déployés ont marqués une nouvelle ère en termes d'études pour comprendre le phénomène. Parmi les moyens de lutte contre la pauvreté, notamment à caractère multidimensionnelle, la croissance économique, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et l'investissement public sont considérés comme des facteurs déterminant à l'appui des politiques. Dès lors, les dépenses publiques sont appelées à jouer un

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

rôle primordial dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et dans la promotion du développement socioéconomique.

En effet un travail récent d'Ali et Pernia (2003) a montré que la corrélation entre les dépenses publiques et la pauvreté est positive. Ces auteurs ont montrés que les dépenses en infrastructures de base sont bien à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté, en particulier en milieu rural. Ils mettent l'accent sur trois secteurs clefs à savoir : les investissements en réseaux routiers, en irrigation et en électricité. Dans le même ordre d'idée Bidani et Ravallion (1997) ont stipulés dans leurs travaux qu'il existe bel et bien une relation positive entre les prestations publiques et la pauvreté. Cependant, contrairement aux autres, ces auteurs mettent l'accent sur les dépenses publiques de santé.

Situé à l'ouest du continent Africain sur le golfe de Guinée, le Bénin, depuis son accession à la souveraineté nationale en 1960 jusqu'en 1980, a connu des périodes de morosité économique. Avec l'avènement de la démocratie, le pays a mis en œuvre différents programmes qui ont permis l'amélioration des finances publiques, la relance de la croissance économique et en conséquence ont contribués à réduire la pauvreté.

Le premier rapport d'avancement de la mise en œuvre du DSRP mentionne que du point de vue des objectifs globaux de réduction de la pauvreté, l'évolution de la situation entre 1999/2000 et 2002 n'indique pas de progrès significatifs. Globalement, l'incidence de la pauvreté monétaire est restée presque stationnaire (de 29,3% en 1999/2000 à 28,5% en 2002) avec de surcroît, une aggravation de l'inégalité parmi les pauvres au niveau national du fait notamment de l'augmentation très marquée de l'indice de sévérité surtout en milieu urbain. Par ailleurs les chiffres sur la pauvreté selon les conditions de vie et la pauvreté en termes d'actifs révèlent qu'au moins quatre (4) ménages sur dix (10) souffrent de ces formes de pauvreté (48,2% et 40,4% respectivement contre 35,2% de pauvreté monétaire et 30,8% de pauvreté non monétaire en 2009). En 2011, les ménages ont été plus touchés par la pauvreté en termes d'actifs (39,2%) que par la pauvreté selon les conditions de vie (38,4%), la pauvreté monétaire (36,2%) et la pauvreté non monétaire (30,2%). Ces résultats indiquent que l'incidence de la pauvreté monétaire a augmenté en 2011 par rapport à 2009 (+1 point de pourcentage) ; par contre, sur la même période, un repli a été noté au niveau de la pauvreté en termes de conditions de vie (-9,8 points de pourcentage), de la pauvreté en termes d'actifs (1,2 point de pourcentage) et de la pauvreté non monétaire (-0,6 point de pourcentage). L'analyse selon le milieu de résidence révèle que toutes les formes de pauvreté sont plus marquées en milieu rural, sauf la pauvreté en termes de conditions de vie en 2011 où la situation est inversée : le milieu urbain a enregistré

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

une incidence plus importante (50,5%) que le milieu rural (29,7%). L'analyse temporelle montre qu'en dehors de la pauvreté monétaire qui a connu une évolution erratique avec encore un niveau relativement élevé, la situation s'est considérablement améliorée en milieu rural entre 2009 et 2011, contrairement au milieu urbain où la situation a connu une détérioration.

Néanmoins, force est de constater que dans les pays développés, s'observe une poursuite de la croissance économique et une amélioration des conditions de vie des ménages à travers les dépenses publiques, tandis qu'au niveau des pays en développement comme le Bénin s'obtient difficilement de faible taux de croissance avec une accentuation de la pauvreté. En effet la croissance économique au Bénin reste aujourd'hui assez faible pour permettre au Bénin d'amorcer le processus d'une réduction conséquente du niveau de la pauvreté. Au cours des deux dernières décennies, le taux de croissance au Bénin a évolué à un rythme moyen annuel de 4,2%, ce qui est de loin inférieur au taux de 7 % par an jugé nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Il est alors important de se poser la question de savoir si les dépenses publiques engagées par le gouvernement béninois contribuent effectivement à une réduction de la pauvreté non monétaire. En effet les dépenses publiques au Bénin sont en progression annuelle de 8,3% sur la période 2000 – 2011, tirée notamment par les dépenses de fonctionnement. Elles sont passées de 322,5 milliards en 2000 à 805,4 milliards de FCFA en 2009 pour revenir à 743,5 milliards de FCFA en 2011. En 2009, du fait des reports des crédits d'investissement des exercices antérieurs, on a assisté à un doublement de la contribution budgétaire à l'investissement (221,6 milliards de FCFA contre 105,3 milliards de FCFA en 2008) et une hausse de 17,6% des dépenses publiques. Mais face à la persistance de la crise internationale et aux difficultés liées à la mobilisation des recettes intérieures, l'État a dû rationner les dépenses publiques qui sont tombées à 702,2 milliards de FCFA en 2010.

Au vue des statistiques présentées ci-dessus et dans la perspective d'assurer une croissance régulière et faire durablement reculer la pauvreté, nous nous intéressons au thème intitulé : « ANALYSE DE L'EFFET DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA PAUVRETE DANS LES DEPARTEMENTS DU BENIN ». Il s'agit ici de deux formes de pauvreté appréhendée à travers l'accès des populations aux services de base appelé : pauvreté non monétaire et de la forme monétaire de la pauvreté. Ce thème suscite une question fondamentale : « Les investissements publics dans les infrastructures de base ont-ils un effet déterminant sur la pauvreté au Bénin ? ». Cette question fondamentale dégage par ailleurs deux autres questions spécifiques :

Les investissements publics ont-ils un effet significatif sur la pauvreté non monétaire ?

Les investissements publics influence-t-ils la pauvreté monétaire au Bénin ?

2. OBJECTIFS

L'objectif général de ce travail vise à analyser les effets des investissements publics sur la pauvreté au Bénin. De manière spécifique, l'étude vise à :

O₁ : Evaluer l'effet des investissements publics sur la pauvreté non monétaire au Bénin.

O₂ : Evaluer l'effet des investissements publics sur la pauvreté monétaire au Bénin.

3. HYPOTHESES

Pour atteindre ces objectifs nous partons des hypothèses ci-après :

H₁ : Une hausse des investissements publics est négativement corrélée avec la pauvreté non monétaire au Bénin.

H₂ : Les investissements publics agissent négativement sur la pauvreté monétaire au Bénin.

SECTION 2 : Revue de la Littérature

1. Etudes théoriques sur le concept de la pauvreté

La pauvreté est un phénomène social et économique très complexe qui touche tous les pays du monde et plus particulièrement les pays en voie de développement. Elle a souvent suscité l'attention de plusieurs acteurs de la vie à savoir les chercheurs, les organismes de développement et les autorités gouvernementales. Aussi son étude exige-t-elle une mise au point judicieuse des travaux réalisés concernant sa réduction.

1.1. Définition du concept de pauvreté

La pauvreté au sens économique est une notion à la fois facile à comprendre et difficile à cerner. Selon le dictionnaire d'économie et de sciences sociales (2003), « la pauvreté caractérise la situation d'individus, de groupes, démunis de ressources jugées essentielles et se trouvant dans une grande précarité. » Par définition, elle désigne le manque ou la mauvaise qualité des ressources disposées par des personnes ou par un pays. La pauvreté est un concept multidimensionnel et généralement complexe. A cet effet, le PNUD (2001) déclare que : « La pauvreté n'est pas un phénomène unidimensionnel. Il s'agit d'un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles intégrées. Elle se manifeste sous diverses formes : absence de revenu et de ressources productives suffisantes pour assurer des moyens d'existence

viaible; faim et malnutrition; mauvaise santé; morbidité et mortalité accrues du fait des maladies; absence ou insuffisance de logement; environnement insalubre; discrimination sociale et exclusion ». Les travaux de François Perroux (1952) sur les coûts de l'homme s'accordent avec cette définition du PNUD mais en élargissant le concept. En effet François Perroux stipule que la définition de la pauvreté doit intégrer les divers aspects de la non couverture des coûts du statut humain de la vie : faim, logements défectueux maintenant des individus ou les familles en situation de vulnérabilité, maladie et incapacités plus ou moins durables, analphabétisme et illettrisme ou insuffisance de l'instruction et de la formation, incapacité de participer librement à la vie de la communauté en raison des handicaps que l'on cumule. Ainsi, on trouve que selon F. Perroux, appartiennent à l'univers de la pauvreté les multiples blessures affectives de l'enfance, les humiliations et les exploitations déjà subies, l'abandon de la notion d'avenir faute de pouvoir s'en construire un ou par suite de l'expérience maintes fois répétée de l'échec.

Par ailleurs B. Armes, W. Brown et S. Devarajan (2000) dans leurs travaux sur les problèmes macroéconomiques ont tentés d'expliquer le concept par ces termes : « La pauvreté est comme une privation inacceptable du bien-être de l'être humain. Une personne est dite pauvre quand elle ne peut se procurer des biens et services en quantité suffisante pour satisfaire les besoins matériels fondamentaux ». Les experts des Nations-Unies (RMDH [1997]) vont renchérir en soulignant que, la pauvreté ne se limite pas à la non satisfaction des besoins élémentaires d'existence, au premier rang desquels les besoins biologiques ou à l'absence ou au bas niveau du revenu. Pour la cerner, remarquent-ils, il faut intégrer à sa définition le manque d'opportunités réelles, pour des raisons individuelles de bénéficier des possibilités les plus essentielles au développement humain : santé, longévité, créativité, conditions de vie et de travail décentes, respectables de soi et des autres, accès à ce qui est « valeur ». Après ce tour d'horizon sur la définition du concept, on note que le point culminant de ces travaux s'accroît principalement sur le fait que la pauvreté est l'état d'une totale dépendance qui frappe une personne, une collectivité, une région ou un pays. C'est un mal-être, un manque, une insuffisance des choses liées à la vie. C'est un état de privation à long terme de bien-être jugé inadéquat pour vivre décemment.

1.2. Les différentes approches du concept de la pauvreté

De façon conceptuelle, le phénomène de la pauvreté peut être abordé de différentes manières. Cela vient du fait que, la pauvreté présente de nombreuses dimensions. Cette brève revue des

différentes approches de la pauvreté s'appuie sur les travaux de certains auteurs notamment M. Razafindrako, F. Roubaud (2005) ; Herpin, Verger (1997) et Amathya Sen (1997).

1.2.1. L'approche monétaire de la pauvreté

Les études sur la pauvreté dans les villes anglaises de la fin du XIXe siècle, ont enclenché l'approche de la mesure de la pauvreté par les critères monétaires. En effet cette approche fut la première mise en évidence par la littérature. Cette approche de pauvreté monétaire ou de revenus résulte d'une insuffisance de revenus et qui se traduit par une consommation insuffisante. Cette forme de pauvreté peut prendre la forme d'une pauvreté absolue selon la littérature car, elle se définit par l'incapacité à satisfaire les besoins essentiels en nourriture, vêtements, logement et soin. Cette dimension de la pauvreté qualifie une personne ou un pays de pauvre si la majorité de ces habitants n'arrive pas à satisfaire leurs besoins de base, faute de la faiblesse des ressources disponibles dans le pays. Dans cette approche de pauvreté monétaire, la pauvreté est mesurée à partir des revenus ou de la consommation des ménages. Dans ce cas une personne est dite pauvre si et seulement si elle ne dispose pas d'un revenu suffisant pour satisfaire un certain niveau de bien-être ; autrement dit, si son niveau de revenus ou de consommation est inférieur à un seuil de pauvreté prédéfini. Dans ce sens, il est utile de rappeler la perception des travaux du Sommet Mondial sur le développement social tenu en Mars 1995 à Copenhague (capitale du Danemark) qui ont établi que "la pauvreté se manifeste sous diverses formes : absence de revenu et de ressources productives suffisantes pour assurer des moyens d'existence viable ; faim et malnutrition ; mauvaise santé, analphabétisme, morbidité, et mortalité accrues du fait des maladies ; environnement insalubre ; discrimination. Cette approche monétaire de la pauvreté est une forme plus intuitive. Cependant ses limites ont conduit un certain nombre d'auteurs à remettre en question ses fondements, et à proposer des approches alternatives comme celles des conditions de d'existence (HERPIN et VERGER [1997]) ou des capacités (A. Sen [1997]).

1.2.2. L'approche des conditions de vie ou d'existence de la pauvreté

La deuxième grande approche mise en évidence par la littérature est celle des conditions de vie ou d'existence (HERPIN et VERGER [1997]). A l'opposé de l'approche précédemment développée ces auteurs stipulent que la pauvreté ne saurait se limiter à une forme monétaire. A cet effet ils trouvent une pauvreté des conditions de vie ou d'existence qui fait que l'on a du mal à satisfaire un certain nombre de besoins fondamentaux. L'approche par les «conditions

d'existence» développée ici par ces auteurs consiste à définir le niveau de pauvreté à partir des conditions matérielles d'habitation. Comme l'indicateur porte sur des stocks, il permet d'appréhender la pauvreté dans la durée, par opposition aux variables monétaires soumises à des variations conjoncturelles (comme le revenu ou les dépenses). Il s'agit d'un indicateur objectif non monétaire abordant la pauvreté sous l'angle des résultats plutôt que des moyens, même si le fait de disposer d'un logement confortable peut aussi constituer un moyen d'améliorer par exemple la productivité au travail et d'accroître son revenu. A ce niveau Herpin et Verger mettent l'accent sur les conditions de vie dans leur sens le plus large allant d'un manque de produits indispensables à l'origine (par exemple le pain), puis de biens essentiels (alimentation, habillement), à la difficulté d'accès à certains services (éducation, santé) et, maintenant, à la dégradation du lien social. Cette approche est également défendue par certains auteurs notamment Peter TOWNSEND (1962) qui propose une définition de cette approche par ces termes « Les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités et avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent ».

1.2.3. L'approche de capacité ou de potentialité de la pauvreté

La troisième grande forme de pauvreté est une pauvreté de capacité ou de potentialité qui fait que l'on ne peut engendrer le capital minimal (humain, social, physique, etc.) qu'il est nécessaire de posséder pour vivre, ou fonctionner normalement dans une société donnée. Cette approche de la pauvreté est la plus récente des écoles de la pauvreté. Son principal leader est l'économiste Indien Amartya SEN (1997) qui par ces travaux a élargi le point de vue des auteurs précédents en introduisant les capacités et potentialités de l'être humain. SEN relève le sujet de la qualité de la vie au-delà de la possession des commodités comme le souligne Herpin et Verger. A cet effet on remarque que la différence entre son approche et l'approche des conditions de vie est que les perspectives des capacités fournissent une identification plus totale dans lesquelles les vies peuvent être enrichies ou appauvries. Donc selon SEN(1997) la pauvreté est comme un manque fondamental de capacités minimales adéquates (humain, social, physique, etc.). Dans la même veine de cette approche les auteurs comme Becker (1975), Schultz (1961) montrent que l'intégration du capital humain et des interactions social tend à élargir la vision.

Cependant au regard des deux dernières approches, on retient que le point de convergence de ces approches met en évidence une forme de pauvreté non monétaire traduisant la privation de la satisfaction de certains besoins essentiels comme l'instruction, les services de santé, l'eau potable, la nutrition, la survie, le pouvoir décisionnel sur des événements affectant l'existence personnelle de l'individu.

Sur le plan conceptuel, la différence entre les trois grandes approches plus haut repose sur la façon dont sont perçus et analysés les mécanismes économiques, en les considérant plus ou moins fortement enchâssés dans une réalité socio-économique donnée qui accroît ou diminue les échecs au marché, pris comme norme de référence universelle.

1.2.4. Les approches de la pauvreté en termes de mesure statistique

En termes de mesure statistique, la littérature distingue principalement les approches objective et subjective de la pauvreté. D'autres formes de pauvreté peuvent être également mises en jeu à savoir : la pauvreté relative, la pauvreté passagère ou temporaire, et la pauvreté chronique. En effet l'approche objective est un regroupement des trois grandes approches développées précédemment car le niveau de pauvreté ici est mesuré par des instruments appropriés à savoir: seuil de pauvreté monétaire, scores des conditions de vie ou d'existence (indices composites), indicateurs des potentialités ou des capacités. Dans l'approche subjective, sont considérés comme pauvres, ceux qui se sentent pauvres dans un contexte donné. Les raisons peuvent alors en être diverses : insuffisance d'argent pour se procurer un produit donné (aspect monétaire), désir d'être au même niveau du voisin (aspect conditions de vie), envie de relations sociales équivalentes à celles du voisin. Cette approche subjective conçoit qu'au lieu de déterminer le niveau de pauvreté de façon objective par des indicateurs mesurant le niveau de vie, les conditions de vie, ou l'état des potentialités, on cherche à l'obtenir à partir des opinions des individus sur leur propre situation relative. C'est une approche basée sur la façon dont les ménages perçoivent leur situation, ou se perçoivent comme pauvres. Comme on peut le constater, la combinaison de ces deux courants d'appréhension de la pauvreté permettent de mettre en exergue les trois dimensions de la pauvreté mentionnées plus haut.

Parlant de la pauvreté relative, elle est un indicateur d'inégalité : « est pauvre celui qui n'a pas accès aux besoins consommés par la grande majorité de ses concitoyens ». Cette approche appréhende la pauvreté comme un niveau de vie en retrait de celui de la majorité de la population, soit avoir un niveau de vie inférieur à un certain seuil, à un certain pourcentage du

niveau de vie réputé « normal ». La pauvreté temporaire ou passagère est une pauvreté à court terme, ou un ménage peut descendre au-dessous de la ligne de pauvreté et devient éventuellement pauvre suite à de nombreux déclin du niveau de vie. La pauvreté chronique, contrairement à la précédente, est une pauvreté à long terme. Elle est plus difficile à identifier puisqu'elle est associée à un ensemble de facteurs mutuels.

1.3. Les causes de la pauvreté

Dans la littérature, on distingue généralement trois causes principales de la pauvreté. En effet la pauvreté résulte premièrement de la dotation inégale en facteurs de production c'est à dire la répartition inégale des richesses nationales. Ensuite, elle peut provenir du choix individuel des gens que ce soit en terme d'allocation du temps entre le loisir et le travail ou dans le choix des biens de consommation entre par exemple l'éducation des enfants ou la consommation d'alcool et enfin de l'inégalité d'accès aux chances de s'en sortir. Il s'agit entre autre des services de base, de micro-crédit, le marché, la communication. Au-delà de ces causes, signalons que la pauvreté est une caractéristique fondamentale du sous-développement. Elle en est à la fois une cause et une conséquence.

2. Etudes théoriques sur le concept de dépense publiques

La littérature à travers de nombreuses études anciennes et nouvelles a montré l'incidence des dépenses publiques sur les résultats sociaux notamment la pauvreté. Il importe donc de clarifier le concept de dépense publique et ses fonctions. Pour cela, passons en revue le concept des dépenses publiques dans un cadre général.

2.1. Définition du concept

Selon le dictionnaire d'économie et des sciences sociales (3^{ième} édition) les dépenses publiques sont définies comme un ensemble des sommes dépensées par l'Etat, un ensemble des coûts liés aux actions des administrations publiques centrales. C'est-à-dire des unités institutionnelles, dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles regroupent donc les dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale, des services publics de santé. Dès lors cette définition simple en apparence soulève en réalité deux difficultés méthodologiques préalables.

La première est liée à la détermination des administrations publiques prises en compte. Il est aisé d'identifier l'État ou les collectivités territoriales comme des administrations publiques. Cette classification peut, à l'inverse, être complexe pour de nombreux organismes à la frontière de l'activité publique et privée et dont le contrôle par la puissance publique est partiel ; la seconde est celle de la définition de la notion de dépense. À titre illustratif, le prélèvement sur recettes à destination des collectivités territoriales n'a pas la qualification juridique de dépense dans le budget de l'État. Pourtant, sa nature diffère peu d'une dotation budgétaire en dépense au bénéfice des collectivités territoriales.

En effet les dépenses budgétaires renvoient au budget de l'Etat. Prévues par la loi des finances, ces dépenses sont généralement présentées soit par affectation ministérielle, soit par nature. Ces dépenses publiques, ou charges budgétaires ou encore les dépenses de l'Etat constituent un des moyens à travers lequel l'Etat intervient de façon financière dans la vie économique du pays. A cet effet, selon l'économiste américain R. Musgrave (*The Theory of public Finance*, 1959), la dépense publique peut répondre à trois fonctions : une fonction d'allocation des ressources (pour financer les biens et services publics), une fonction de redistribution (pour corriger les inégalités) et une fonction de stabilisation macroéconomique (pour lisser les variations cycliques de l'activité).

Aussi selon RENAUD, Jean François et Eric TABOURIN (1988) cet agrégat appelé DIB (Dépense Intérieure Brute) permet le recensement de tous les emplois des secteurs résidents y compris les emplois des biens et services acquis à l'étranger dans la mesure où ils excèdent ceux qui ont été vendus à l'extérieur. Dans ce cadre on peut comprendre le fait que les dépenses publiques sont liées :

- Aux achats de biens et services nécessaires à la production par les administrations, les services, les collectivités ;
- Aux services de la dette publique ;
- Aux paiements des prestations sociales ;
- Aux versements des subventions.

2.2. Les différentes classifications des dépenses publiques

Parlant des différentes formes de classification des dépenses publiques la littérature distingue de façon globale les dépenses publiques en fonction des personnes qui la mettent en

œuvre (Etat, collectivités territoriales et sécurité sociale) et en fonction de leur nature (dépenses de consommation, d'investissement et de transfert).

2.2.1. La classification en fonction des personnes

Selon cette classification, sont inclus dans le périmètre des dépenses publiques, conformément au traité de Maastricht :

- Les administrations publiques centrales, à savoir l'État et les ODAC (Organismes Divers d'Administration Centrales). Il s'agit d'établissements publics ou privés financés majoritairement par des taxes affectées ou des subventions de l'État ;
- Les administrations publiques locales qui regroupent les collectivités locales, les établissements publics locaux et les ODAL (organismes divers d'administration locale)
- Les administrations de sécurité sociale comprenant les régimes d'assurance sociale auxquels l'affiliation est obligatoire, et les organismes financés par ces régimes.

En outre, force est de constater que les finances publiques se distinguent des finances du secteur public. Celui-ci, en effet, englobe les entreprises publiques définies comme des entreprises dont, quel que soit leur statut, le capital est majoritairement détenu par l'État et/ou par d'autres personnes morales de droit public ou dans lesquels celles-ci disposent d'un pouvoir prépondérant de décision et de gestion. Les entreprises publiques sont exclues du périmètre des dépenses publiques.

2.2.2. La classification des dépenses en fonction de leur nature

Selon cette classification, trois types de dépenses publiques existent : les dépenses de fonctionnement, d'investissement et de transfert. Cette classification a une portée générale : elle se retrouve quel que soit l'auteur de la dépense.

a) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement représentent les dépenses les plus traditionnelles des personnes publiques. On distingue les dépenses de fonctionnement courant d'un service public (dépenses d'entretien du matériel), les dépenses de personnel relatives aux traitements des agents de l'État qui sont les plus importantes et enfin, la charge de la dette (intérêt et capital).

b) Les dépenses d'investissement

Cette forme de dépense laisse subsister quelques choses après elle, autrement dit ce sont des dépenses qui accroît le patrimoine d'un pays qui les effectuent. Les dépenses d'investissement sont liées à l'augmentation des moyens et capacités de l'Etat dans le temps, l'accroissement par une fructification du capital public ou privé investi par l'Etat. Il s'agit concrètement des dépenses d'investissement public ou privé de l'Etat, des dépenses en capital de l'Etat. Cependant, lorsque ces dépenses d'investissement se rapportent à la construction d'un pont, des routes, des hôpitaux, elles sont considérées comme un investissement public de l'Etat. Par contre, si ces dépenses sont engagées dans le but de la création d'une entreprise publique, elles sont dès lors considérées comme un investissement privé de l'Etat. Ces dépenses en capital se rapportent aussi à certains types d'investissement comme par exemple la participation à la création des firmes multinationales, octroi des prêts à d'autres pays dans le cadre de coopération bilatérale ou multilatérale, etc. R. Barre dans ses travaux, définit ces dépenses comme des dépenses engagées en vue d'accroître l'ensemble des biens matériels qui sont utilisés dans un détour de production et qui augmente la productivité de travail humain.

Par ailleurs les dépenses d'investissement ou en capital recouvrent deux catégories que sont les dépenses en capital en matière militaire et les dépenses en capital en matière civile. Ces dernières prennent notamment la forme de dotations de l'État au capital des entreprises publiques favorisant la réalisation d'infrastructures.

Cependant un constat s'impose : il est difficile de distinguer avec précision les dépenses d'investissement et de fonctionnement. Toute dépense d'investissement génère, en effet, des dépenses de fonctionnement. Mais quand une infrastructure est rénovée, ne peut-on pas considérer que cela augmente ou protège la valeur de notre patrimoine, transformant cette dépense en dépense en capital et non de fonctionnement ?

c) Les dépenses de transfert

Lorsque l'Etat engage des dépenses sans contrepartie (contrepartie ici dans le sens de retombée économique) ; il prélève sur un secteur disposant suffisamment des ressources pour affecter les revenus prélevés sur d'autres qui n'en possèdent pas assez, dans ce cas on dit dès lors que l'Etat engage des dépenses de transfert. Les dépenses de transfert, encore appelées dépenses d'intervention, sont définies comme des aides financières inscrites au budget d'une collectivité publique, mais qui vont seulement transiter par ce budget pour être redistribuées à

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

des particuliers, ou encore à des organismes de droit public ou de droit privé. Plusieurs groupes de dépenses de transfert existent :

- Les dépenses d'intervention à caractère social, c'est à dire la contribution de l'État et des collectivités locales (essentiellement les départements) au système de protection sociale afin d'aider les plus démunis. Pour l'État, elles prennent la forme de subventions aux régimes de sécurité sociale, ou encore de l'allocation parent isolée. Le financement du RMI et du RMA en est la manifestation pour les collectivités locales. Force est de constater que les dépenses de transfert à caractère social se distinguent des dépenses sociales de la nation prises en charge par les administrations de sécurité sociale et retracées dans la loi de financement de la sécurité sociale, les premières donnant lieu à l'inscription de crédits budgétaires. Ces dépenses sociales de la Nation sont les dépenses de santé (maladie, accidents du travail, invalidité) et les dépenses de protection sociale (vieillesse, maternité emploi, logement et pauvreté) ;
- Les dépenses d'intervention à caractère économique, comme les subventions pour la création d'entreprises, l'aide à l'agriculture ;
- Les dépenses d'intervention au secteur local par le biais des dotations de fonctionnement ;
- Les dépenses d'intervention en matière éducative et culturelle par le biais des aides aux écoles privées, par exemple ;
- Les dépenses d'intervention en matière internationale, qui se manifestent par les contributions versées aux organisations internationales ou encore les aides versées aux pays en voie de développement

Par ailleurs la littérature distingue d'autre forme de dépense notamment les dépenses en éducation et à la santé publique. Ces formes de dépenses se réfèrent à des dépenses engagées pour la construction des infrastructures nécessaire à l'éducation et à la santé publique comme les écoles et les hôpitaux dont l'utilité est liée à la réduction de la pauvreté mais aussi aux effets externes positifs important sur l'ensemble de l'activité économique. En effet, parlant des dépenses en éducation, la branche de la science économique qu'est l'économie de l'éducation connait un progrès important et bénéficie d'une reconnaissance grandissante depuis les années 60 à la suite des travaux de Schultz (1967,1971) et de Becker(1975) sur le capital humain.

3. Interrelations entre dépenses budgétaires et la pauvreté

Plusieurs travaux ont été réalisés pour apprécier l'analyse de la relation entre dépenses publiques et pauvreté. Globalement, ces travaux mettent en exergue le rôle crucial que jouent la dépense de santé, les dépenses en éducation et les dépenses en infrastructures de base dans la réduction de la pauvreté.

3.1. Relation entre les dépenses publiques et la croissance économique

La littérature sur la productivité des dépenses publiques, en particulier, dans ses rapports avec la croissance économique est abondante. Les premiers travaux accordant un rôle important aux dépenses publiques dans l'activité économique sont inspirés de l'approche keynésienne qui suggère qu'à travers leurs mécanismes contra-cycliques, les dépenses publiques peuvent promouvoir la croissance économique. C'est en cela que l'émergence des modèles de croissance endogène a permis d'établir un lien positif entre les dépenses publiques et la croissance à long terme. C'est le cas du modèle de Barro (1990). Les travaux rattachés à la théorie de la croissance endogène ont mis en exergue la différence qui existe entre les dépenses productives et les dépenses improductives, dans leur relation avec la croissance (Landau, 1983 ; Aschauer, 1989). De manière générale, ces travaux concluent que le PIB est négativement affecté par les dépenses de consommation. Par contre, selon Aschauer et Barro les dépenses d'investissement sont positivement corrélées à la croissance. Les arguments en faveur de la plus grande productivité des dépenses d'investissement public tiennent au fait que de nombreuses études ont établi que les dépenses destinées à l'amélioration des infrastructures éducatives et sanitaires, des réseaux de communication (routes, chemins de fer, ports, aéroports, télécommunications etc.) génèrent des externalités positives sur les rendements des investissements du secteur privé et donc, sur la croissance et le développement (Blejer et Khan, 1984 ; Tanzi et Zee, 1997).

Dans un autre registre, la théorie néoclassique soutient que la politique budgétaire n'affecte pas l'activité économique à long terme. Ce courant de pensée est en droite ligne avec les modèles des cycles d'affaires (Real Business Cycles) qui postulent que l'économie est toujours en situation d'équilibre global, pour conclure à l'inutilité de la politique budgétaire dans la perspective de stabilisation des fluctuations conjoncturelles. Les modèles pionniers du courant de la théorie des cycles réels sont ceux de Kydland et Prescott (1982), Long et Plosser (1983), Cooley (1995) et Prescott (1998) qui proposent une revue de littérature plus détaillée.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Dans le prolongement de la vision néoclassique, une nouvelle théorie a émergé, soutenant l'idée que les dépenses publiques ont un effet négatif sur la croissance. En effet, cette théorie repose sur l'idée que le coût associé aux dépenses publiques est supérieur aux bénéfices qu'elles procurent. Selon Ertz (2001), Les arguments empiriques se fondent essentiellement sur l'expérience des pays de l'Europe du Nord qui, dans les années 80, ont réussi à relancer l'activité économique en contractant leurs dépenses publiques, de manière forte, rapide et durable. Cette opinion est soutenu par Llau (1999) dans une revue française de Finances Publiques intitulé « Les contractions budgétaires en Europe. Les enseignements des ajustements danois, irlandais et suédois » et également par certains auteurs comme J. Creel, B. Ducoudre, C. Mathieu et H. Sterdyniak (2005) dans une revue de l'OFCE intitulé « Doit-on Oublier la Politique Budgétaire? Une Analyse Critique de la Nouvelle Théorie Anti-Keynésienne des Finances Publiques ». Dans le sillage des modèles néoclassiques, Arrow et Kurtz (1970) ont développé un modèle où le consommateur tire son utilité aussi bien de sa consommation que du capital public, tandis que la fonction de production intègre le stock de capital public. Ils ont ainsi conclu que les dépenses publiques n'affectent que la dynamique transitionnelle du taux de croissance, mais l'état stationnaire reste inchangé.

Cependant, abordant la question de la productivité des dépenses publiques dans les pays en développement, Devarajan, Swaroop et Zhou (1996) sont arrivés à des résultats quelque peu surprenants qui suggèrent que les dépenses d'investissement public, censées être les plus productives, ont un impact nul, voire négatif, sur la croissance. De plus, les dépenses courantes ont un impact positif sur la croissance. Ces auteurs expliquent que, soit leur modèle est mal spécifié, soit les données sont imprécises ou les dépenses d'investissement n'ont pas réussi à améliorer la productivité du capital physique et humain dans le secteur privé. De manière générale, leurs résultats montrent que les dépenses publiques ne sont pas productives dans les pays en développement.

Concernant les pays africains, certains auteurs tels que Ojo et Oshikoya (1995) ont montré que les dépenses publiques ont une incidence négative sur la croissance du PIB par tête. Nubukpo (2003) a utilisé un modèle à correction d'erreur pour arriver aux résultats selon lesquels, d'une part, les effets des dépenses publiques sur la croissance ne sont significatifs qu'à long terme ; et d'autre part, que seules les dépenses d'investissement sont productives, mais avec un impact différencié selon les pays de la zone. Dans la même veine, Ouattara (2008) a montré que les dépenses en capital public agissaient positivement sur la productivité relative des facteurs, tandis que les dépenses publiques de consommation n'avaient

aucun effet sur la croissance. Ses résultats suggèrent également que les infrastructures publiques sont porteuses de croissance dans l'espace UEMOA.

3.2. Relation entre infrastructure de base et la pauvreté

Deux courants ont émergés dans les années 1990 pour apprécier les interactions entre les dépenses publiques en infrastructures physiques et la réduction de la pauvreté. Le premier met en exergue l'importance des dépenses publiques en infrastructures physiques dans les stratégies de réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Le second courant, s'est plutôt penché sur les effets des dépenses publiques en infrastructures sur la pauvreté et les principales causes y afférentes. Trois raisons sont souvent avancées (DFID 2002). La première est liée au fait que, malgré l'importance de l'investissement en infrastructures pour la relance de la croissance économique, son impact sur la pauvreté demeure insignifiant. La seconde raison porte sur le fait que les impacts réels liés aux investissements en infrastructures sont largement inférieurs aux effets escomptés ou potentiels. En ce qui concerne la troisième raison, elle porte sur les défaillances de l'Etat et notamment sur la faible qualité de la gouvernance, qui favorise la corruption avec pour conséquence un détournement des objectifs des investissements en infrastructures de base par rapport aux cibles immédiates que constituent les populations pauvres. Ainsi, il ressort que la liaison forte entre dépenses en investissement et réduction de pauvreté reste tributaire de la qualité de gouvernance sous toutes ses formes. Selon ce courant, pour optimiser l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté, il est donc nécessaire que leur programmation mette l'accent à la fois sur les services qu'elles produisent et sur les effets d'entraînement que leur mise en place génère sur l'activité économique, notamment sur les populations pauvres et vulnérables. Par exemple, la planification d'une dépense en matière de réseau routier ne doit pas se faire (ou pas uniquement) en fonction du nombre de kilomètre à réaliser, mais en fonction des bénéfices du désenclavement, de la baisse des coûts de transport, des flux économiques susceptibles d'être générés. Autrement dit, le choix des dépenses en investissements publics doit reposer sur la prise en compte des interactions et synergies entre les projets envisagés, les projets et activités existants, et l'ensemble des politiques et réglementations publiques susceptibles d'influencer leur rentabilité (Foirry, 1997).

A travers, une revue de la littérature économétrique récente, Ali et Pernia (2003) ont montrés que les dépenses en infrastructures sont bien à l'avant-garde de la lutte contre la

pauvreté, en particulier en milieu rural. Ils mettent l'accent sur trois secteurs clefs à savoir : les investissements en réseaux routiers, en irrigation en électricité. Ce point de vue est soutenu par un certain nombre d'auteurs notamment Bhattarai, Sakhitavadivel , Hussain (2002) et L.X. Zhang, X. B. Zhang (2002). En effet il est établi en Inde, au Philippines, en Thaïlande et au Vietnam que la pauvreté sévit significativement moins dans les régions irriguées (Bhattarai, Sakhitavadivel et Hussain 2002). En Chine, L.X. Zhang, et X. B. Zhang (2002) ont montrés qu'une augmentation de 1% de l'irrigation améliore la productivité des travailleurs agricoles de 0.41% et réduit de 1.13% l'incidence de la grande pauvreté. Ces auteurs ont également confirmé que les dépenses publiques en électricité contribuent à la réduction de la pauvreté à travers la production et la distribution d'électricité en stimulant notamment le secteur productif non-agricole. A titre d'exemple ces auteurs montrent qu'en Chine une dépense en investissement d'électricité de 10.000 yuans a permis de réduire durablement en moyenne la pauvreté de 2.3%. A travers l'évaluation d'un ensemble de projets d'électrification au Bangladesh et en Inde, J. Songco (2002) souligne que les investissements en infrastructures énergétiques favorisent l'usage des techniques d'irrigation et réduit de ce fait la prévalence de la pauvreté rurale.

3.3. Relation entre dépenses publique d'éducation et la pauvreté

La branche de la science économique qu'est l'économie de l'éducation connaît un essor important et bénéficie d'une reconnaissance grandissante depuis les années 60 à la suite des écrits de Schultz (1961, 1971) et de Becker (1975). La théorie du capital humain développée par ces auteurs stipule que l'éducation et la formation contribuent à la formation d'un actif, le capital humain ou les capacités productives de la main d'œuvre, de même que l'investissement en technologie de pointe permet la productivité du capital physique. En cela Schultz par sa méthode de taux de rendement est arrivé à conclure que l'éducation contribue à une bonne part de la croissance américaine et à leur développement humain. L'histoire de la pensée économique renseigne que ce sont les pays qui ont plus investi dans le capital humain qui ont connu le degré de développement économique élevé. Au regard des faits et des statistiques on note que les pays comme le Japon, la Corée, la suisse doivent leur développement humain à la qualité de leurs ressources humaine. Cela signifie, d'un point de vue purement économique, qu'il peut être plus profitable pour les ménages ou pour les nations d'investir des ressources en formation et en éducation qu'à l'achat d'actifs physiques. Les bénéfices individuelles prennent la forme d'une rémunération plus élevée pour les individus plus éduqués ce qui réduirait leur état de pauvreté alors que les bénéfices sociales se matérialisent en un taux de croissance

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

supérieur. Ce point de vue est aussi approuvé par A. Smith dans son chef d'œuvre : La Richesse des Nations (1776) où il considère que l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation est l'un des moyens permettant l'accroissement de la productivité des individus et de la nation et source de réduction de la pauvreté.

CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTATS

Ce chapitre nous permettra d'aboutir aux résultats de nos recherches. Pour cela, il est scindé en deux sections. La première aborde la méthodologie de la recherche et la seconde aborde la présentation et l'analyse des résultats.

SECTION 1 : Méthodologie de la recherche

La méthodologie adoptée pour atteindre les objectifs fixés est une étude économétrique qui mettra en évidence l'effet des contributions budgétaires et des investissements dans les infrastructures (éducation et santé) sur la réduction de la pauvreté. Pour cela il s'agira de présenter le modèle, de préciser les sources de données et ensuite de choisir la méthode d'estimation et de validation du modèle.

1. Présentation du modèle

Le modèle d'analyse retenu pour atteindre cet objectif est le modèle de régression linéaire multiple développé dans les années 1960. Le modèle linéaire à estimer a pour variable expliquée : « **la Pauvreté (Pauv)** ». Deux aspects seront abordés : il s'agit de l'aspect monétaire et de l'aspect non monétaire de la pauvreté. L'estimation consistera à déterminer les contributions des facteurs expliquant la pauvreté non monétaire. A cet effet nous avons identifiés les variables que voici :

- **Les dépenses d'investissement (Invest)** : il s'agit ici des investissements publics effectués par l'Etat en vue d'accroître le capital du pays. En d'autres termes il s'agit de la Formation brute de capital fixe. En effet des études macroéconomiques ont montrés que les investissements publics constituent un déterminant de la croissance économique et qui pourraient être source d'une réduction de la pauvreté ;
- **Les dépenses publiques en éducation (DpEduc)** : Des études macroéconomiques ont démontrés que la progression du développement humain vont de pair avec des améliorations en matières d'éducation (Becker, 1975 et Schultz, 1971) ;

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

- **Les dépenses publiques de santé (DpSant)** : Des études ont montrés qu'à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) pour le Bénin, la réduction des dépenses de santé contribuent non seulement à la contraction de la croissance économique mais aussi à la réduction du revenu des ménages et en conséquence à une augmentation de la pauvreté. Savard et Adjovi (1998).

Le modèle de régression s'écrit comme suit : $Y_{it} = C + X_{it}\beta + \varepsilon_{it}$

Il s'agit ici du modèle linéaire de régression multiple. C'est un modèle qui vient de la méthode des moindres carrés ordinaires, une méthode développée en 1929 par Gauss et Markov.

C : le terme constant ;

X_{it} : la matrice des variables explicatives ;

β : le vecteur des coefficients de régression ;

ε_{it} : la marge d'erreur

En fonction des variables retenues pour notre étude le modèle à estimer s'écrit comme suit : $Pauv_{it} = C + \beta_1(Invest)_{it} + \beta_2(DpEduc)_{it} + \beta_3(DpSant)_{it} + \varepsilon_{it}$ (1)

Il sera adopté pour l'équation (1) la forme double log qui a l'avantage non seulement de donner directement l'élasticité de la variable expliquée par rapport à chacune des variables explicatives mais aussi de réduire la grandeur des variables. Ainsi le modèle d'étude retenu devient le

$$(LogPauv)_{it} = C + \beta_1(LogInvest)_{it} + \beta_2(LogDpEduc)_{it} + \beta_3(LogDpSant)_{it} + \varepsilon_{it}$$

Le choix de ce modèle porte sur le fait que dans un premier temps, il s'agit de plusieurs variables explicatives dans notre étude et dans un second temps, nous voudrions évaluer l'élasticité de chacune des variables explicatives sur la pauvreté.

Tableau n°1 : Prédiction théorique du signe des coefficients

Variabes	Coefficients	Signe attendu
LogInvest	β ₁	-
LogDpEduc	β ₂	-
LogDpSant	β ₃	-

Source : Réalisé par les auteurs

2. Données et sources

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont celles en panel prenant en compte dix (10) années allant de 2005 à 2014. Les individus de notre échantillon représentent les 12 départements du Bénin. Les différentes variables recueillies et leurs sources figures dans le tableau ci-après :

Tableau n°2 : Présentation des différentes variables et leurs sources

Variabiles	Sources
Paunm	INSAE
Paum	INSAE
Invest	INSAE
DpSant	MS
DpEduc	INSAE

Source : Réalisé par les auteurs

Ici la variable pauvreté non monétaire (**Paunm**) et pauvreté monétaire (**Paum**) constituent notre variable pauvreté (**Pauv**)

3. Procédure d'estimation du modèle

Tests de spécification

Lorsque l'on considère un échantillon de données de panel, la toute première chose qui convient de vérifier est la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur des données. Sur le plan économétrique, cela revient à tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle. Sur le plan économique, les tests de spécification reviennent à déterminer si l'on est en droit de supposer que le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les individus, ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque individus. Au nombre de ces tests nous avons :

❖ Test de Stationnarité

Le test de stationnarité permet de rechercher la présence ou non de racine unitaire. En effet une série est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et la covariance entre deux périodes ne dépend pas du moment auquel la covariance est calculée. Ainsi la non stationnarité d'une série se manifeste à travers la présence de racine unitaire. Le test qui sera utilisé pour cette étude sera celui de Im-Pesaran-Shin (Test de IPS).

Les hypothèses du test s'écrivent :

H0 : Présence de racine unitaire

H1 : Absence de racine unitaire

Si p-value est inférieure à 5%, on rejette H0, alors la série est stationnaire en niveau. Par contre p-value est supérieure au seuil de 5%, on ne rejette pas H0, alors la série n'est pas stationnaire. Dans ce cas on étudiera la stationnarité en différence première.

❖ **Test de Cointégration**

L'analyse de la cointégration permet d'identifier clairement la relation véritable entre deux ou plusieurs variables en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et en éliminant son effet, le cas échéant. La littérature économétrique distingue plusieurs tests de cointégration notamment le test de Westerlund, de Kao et le test de Pedroni. Ici nous utiliserons dans un premier temps le test de Pedroni pour tester la cointégration de nos différentes variables et dans un second temps consolidé le résultat avec le test de kao grâce au logiciel Eviews version 7.

Les hypothèses des deux tests sont :

H0 : Pas de cointégration

H1 : Existence de cointégration

Test de pedroni

Ce test est constitué de sept (7) tests différents. La règle de décision est telle que si au moins quatre (4) tests ont une p-value inférieure à 5%, on rejette l'hypothèse H0, donc il y a présence de cointégration.

Test de kao

La règle de décision de ce test est telle que si la p-value associée à la valeur du test-statistique est inférieure à 5%, on rejette l'hypothèse H0, donc il y a présence de cointégration.

Test de validation

✓ **Test de hausman**

Pour la validation de notre modèle nous effectuerons le test de Hausman pour discriminer entre le modèle Pooled Mean Group et le modèle Mean Group. Selon le test, le modèle Mean Group serait préférable si la probabilité est inférieure à 5 %. Dans le cas contraire c'est le modèle Pooled Mean Group qui serait le meilleur modèle.

L'alternative d'hypothèse qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0 : différence non systématique entre les coefficients

H1 : différence systématique entre les coefficients

Sous l'hypothèse nulle la statistique de Hausman calculée suit une loi de Khi-deux. On accepte le modèle Mean Group si la probabilité du test est inférieure à 5%.

4. Techniques de traitement de données

Deux logiciels nous ont permis de procéder au traitement des données : le tableur EXCEL qui a permis de synthétiser les données collectées et réalisés les graphiques de l'étude, ensuite à l'aide logiciel STATA nous nous prononcerons sur la qualité de notre modèle et les tests de Validation.

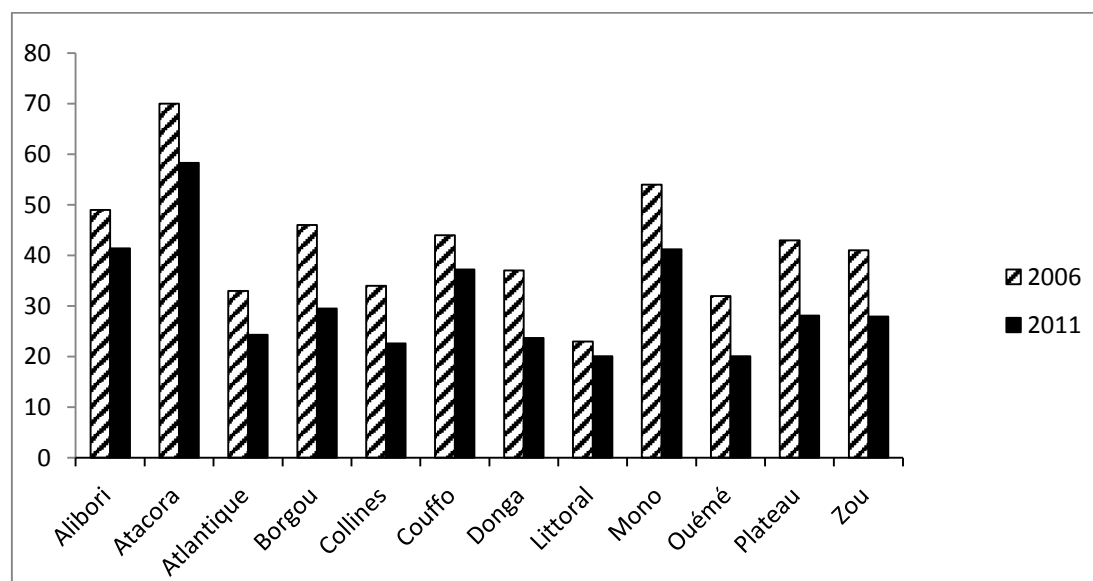
SECTION 2 : Présentation et analyse des résultats

1. Analyse descriptive et économétrique de la relation entre pauvreté et dépenses publiques au Bénin

1.1. Situation de pauvreté et des investissements publics au Bénin

Graphique 1 : Situation de pauvreté non monétaire au Bénin en 2006 et 2011

Cette partie montre l'évolution de la pauvreté notamment la pauvreté non monétaire par département en 2006 et 2011.

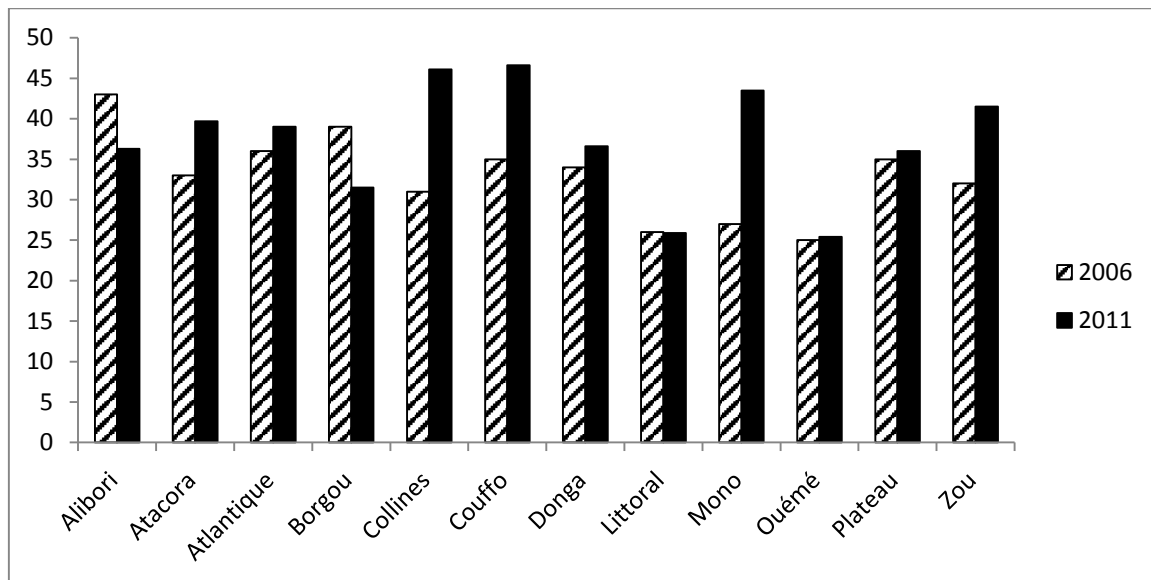


Source : Traitement des données sous Excel.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

L'analyse de ce graphique montre qu'entre 2006 et 2011 le niveau de pauvreté non monétaire a diminué dans chaque département en moyenne de 11 points de pourcentage. Cette diminution au niveau départementale témoigne en effet de la baisse du niveau de pauvreté non monétaire au niveau nationale (40,2 % en 2006 contre 30,2% en 2011).

Graphique 2 : Situation de pauvreté monétaire au Bénin en 2006 et 2011



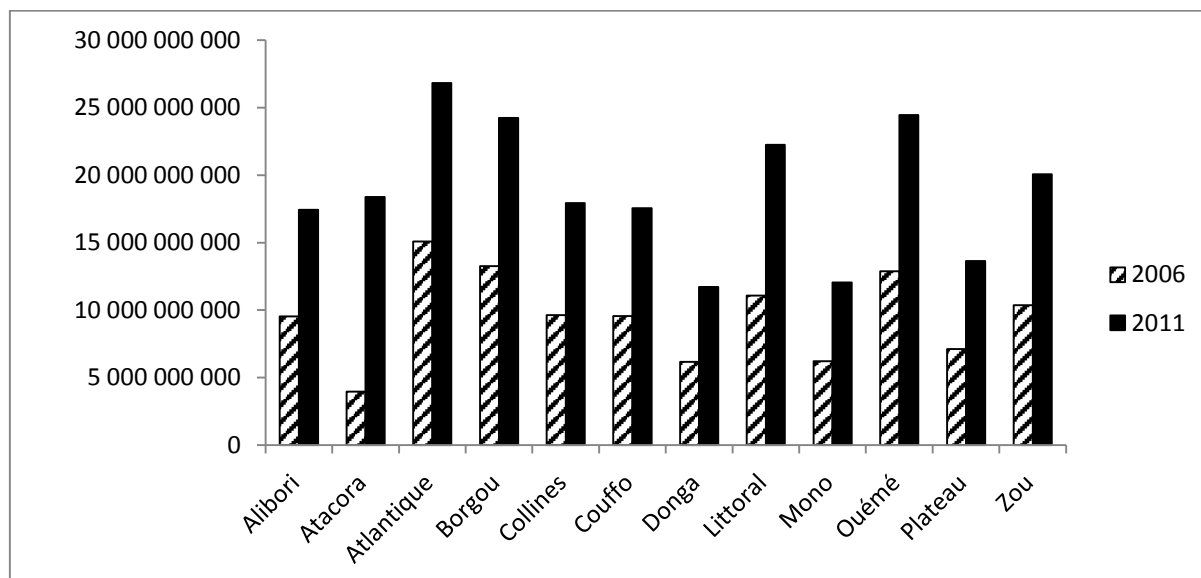
Source : Réalisé par les auteurs

L'analyse de ce graphique qu'entre 2006 et 2011, la pauvreté monétaire a augmentée dans presque tous les départements. Cette augmentation montre que ce type de pauvreté est plus répandu au Bénin durant cette période.

Graphique 3 : Situation des investissements publics au Bénin en 2006 et 2011

Cette partie montre l'évolution des dépenses en investissement publics au Bénin par département entre 2006 et 2011.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin



Source : Traitement des données Excel.

L'analyse montre que dans tous les douze départements, les dépenses en investissement publiques ont augmenté considérablement entre 2006 et 2011. En effet, vu la baisse de la pauvreté non monétaire en 2011 (Graphique 1), l'on pourrait se permettre de dire que l'augmentation accrue des dépenses en investissement publics a un effet sur cette baisse.

Tableau n°3 : Présentation des variables de contrôle

Cette partie est consacrée à la présentation des variables de contrôle grâce aux outils de la statistique descriptive.

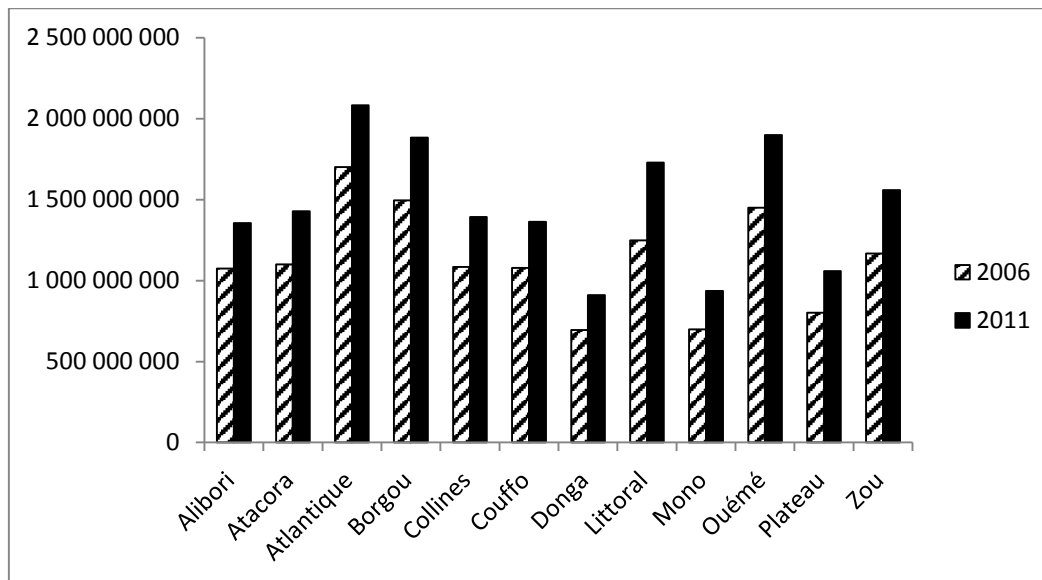
Code	Libellés	2006				2011			
		Moyenne	Ecart type	Min	Max	Moyenne	Ecart type	Min	Max
DpSant	Dépense publique en Santé	366910865	144639974,1	190680599	675490787	438365833	189800458	164510000	764780000
DpEdu	Dépense publique en éducation	113333333 3,33	312134065,3	694164451 ,30	170235357 2	146666650 5,04	382285026 ,4	910069795 ,40	208416455 3

Source : Traitement de données sous Excel

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

L'analyse des résultats du tableau ci-dessus montre qu'en 2006 les dépenses publiques respectivement en santé et en éducation sont en moyenne de 366 910 865 et de 1133333333,33 contre 438 365833 et de 1433333505,04 en 2011. Les graphiques ci-dessous donnent les évolutions.

Graphique 4 : Situation des dépenses publiques d'éducation au Bénin en 2006 et 2011

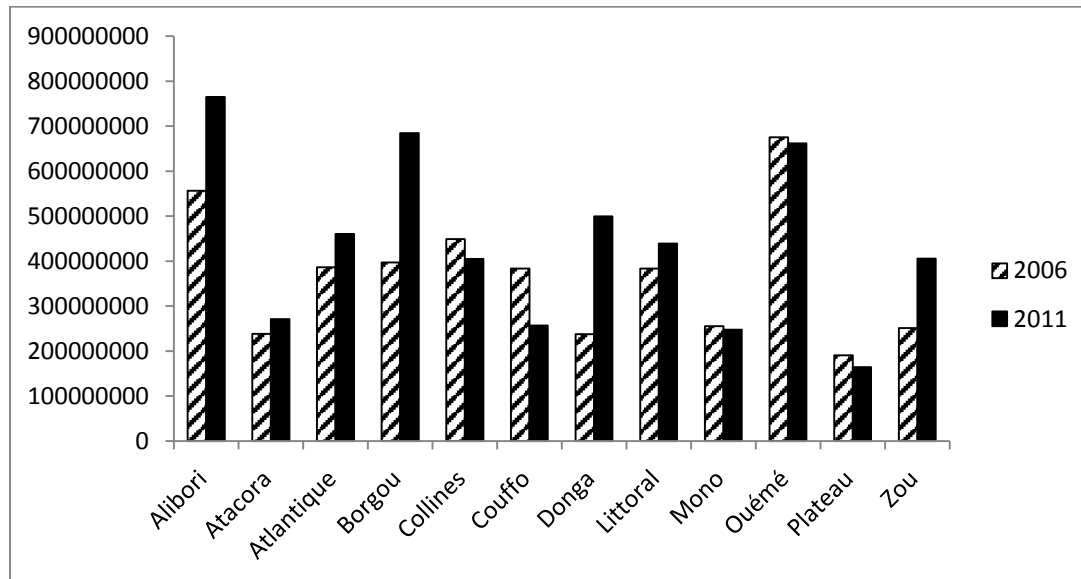


Source : Traitement des données sous Excel.

S'agissant des dépenses publiques en éducation, le constat est le même. L'évolution entre 2006 et 2011 des dépenses en éducation est apparemment corrélée avec le seuil de pauvreté non monétaire pendant cette période. En effet entre 2006 et 2011 on remarque que dans chaque département, plus les dépenses en éducation augmente moins la pauvreté non monétaire diminue.

Graphique 5 : Situation des dépenses publiques de santé au Bénin en 2006 et 2011

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin



Source : Traitement des données sous Excel

1.2. Analyse économétrique de la relation entre pauvreté et dépenses publiques.

Les résultats d'estimation ont été obtenus à partir des techniques d'analyse précitées dans la méthodologie. Ces résultats feront l'objet d'une présentation et d'une analyse.

1.2.1. Résultats de l'estimation économétrique

Cette partie présente les résultats de mise en œuvre de la méthodologie retenue, notamment celle relative à l'analyse économétrique. Cette analyse vise à étudier l'effet des principaux facteurs sur la pauvreté non monétaire au Bénin.

a) Résultats des tests de stationnarité

Tableau n°4 : Etude de la stationnarité des séries

Variables	Avant la différenciation		Après la différenciation d'ordre 1	
	P-value	t-statistique	P-value	t-statistique
Paunm	0,2037	-1,6656	0,0005	-2,8295
		-1,4466		-1,9321
		-0,8284		-3,2834
Paum	0,1752	-1,6812	0,0002	-3,0388
		-1,4686		-1,9770
		-0,9340		-3,4877
Invest	0,2481	-1,6779	0,0000	-4,7813
		-1,4158		-2,2999

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

		-0,6806		-5,0386
DpEduc	0,0000	-2,9408	La série est stationnaire en niveau au seuil de 5%	
		-2,1000		
		-3,9664		
DpSant	0,0710	-1,8412	0,0000	-5,3461
		-1,5799		-2,4051
		-1,4683		-5,5405

Source : réalisé par les auteurs

De tout ce qui précède, on conclut que toutes les variables ne sont pas intégrées du même ordre et il existe une série stationnaire en niveau, alors il y a donc une présomption de présence de cointégration entre les différentes variables du modèle.

b) Résultats du test de cointégration

❖ Avec la variable pauvreté non monétaire

Tableau n°5 : Test de Pedroni

Panel Tests	Statistiques	Probabilités
v-stat	0,034232	0,4863
ρ -stat	0,059167	0,5236
t-stat (ADF)	-9,998687	0,0000
t-stat (PP)	-9,066756	0,0000
Group Mean Tests		
ρ -stat	1,716141	0,9569
t-stat (PP)	-9,865237	0,0000
t-stat (ADF)	-10,89338	0,0000

Source : Réalisé par les auteurs

Tableau n°6 : Test de Kao

Test	t-statistique	Probabilité
ADF	-11,17395	0,0000

Source : Réalisé par les auteurs

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

❖ Avec la variable pauvreté monétaire

Tableau n°7 : Test de Pedroni

Panel Tests	Statistiques	Probabilités
v-stat	0,285792	0,3875
ρ-stat	0,048525	0,5194
t-stat (ADF)	-11,533093	0,0000
t-stat (PP)	-10,55765	0,0000
Group Mean Tests		
ρ-stat	1,803628	0,9644
t-stat (PP)	-12,04260	0,0000
t-stat (ADF)	-13,45194	0,0000

Source : Réalisé par les auteurs

Tableau n°8 : Test de Kao

Test	t-statistique	Probabilité
ADF	-13,55486	0,0000

Source : Réalisé par les auteurs

L'analyse des résultats du test de cointégration de Pedroni indique qu'il existe une relation de cointégration à 5% car on peut remarquer que sur les sept (7) statistiques, quatre (4) ont leur p-value inférieure à 5%, alors on rejette l'hypothèse H0. Il y a donc une relation de cointégration.

L'analyse des résultats du test de kao vient consolider celle du test de pedroni. En effet la p-value associée à la statistique est également inférieure à 5%. Par conséquent on rejette H0 ; il existe donc une relation de cointégration entre les variables.

L'existence d'une relation de cointégration entre la pauvreté (pauvreté non monétaire et pauvreté monétaire) et nos variables explicatives montre qu'il existe une relation de long terme entre ces variables. Passons donc au modèle à correction d'erreur pour estimer cette relation de long terme.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

c) Estimation des coefficients du modèle avec le modèle à correction d'erreur

Le MCE permet de modéliser conjointement les dynamiques de court terme (représenté par les variables en différence première) et de long terme (représenté par les variables en niveau). Considérons la représentation de correction d'erreur suivant d'un ARDL (p, q, q, ..., q) :

$$\Delta y_{it} = \phi (y_{i,t-1} - x'_{it-1} \theta) + \sum_{j=1}^{p-1} \lambda_{ij} \Delta y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} \delta'_{ij} \Delta x_{i,t-j} + \varepsilon_{it}$$

Où y_{it} est un vecteur de la variable expliquée pauvreté du département i à une année t et x est un vecteur de variables explicatives (invest, dpeduc, dpsant), θ contient des informations sur les impacts à long terme, ϕ est le terme de correction d'erreur (en raison de la normalisation), δ_{ij} incorpore les informations sur le court terme, et ε_{it} est le terme d'erreur.

Remarquons que nous ferons l'analyse économétrique dans un premier temps avec la variable pauvreté non monétaire **Paunm** comme variable expliquée et dans un second temps avec la variable pauvreté monétaire **Paum**.

❖ Cas de la variable pauvreté non monétaire

Tableau n° 9: Estimation des coefficients avec le modèle Pooled Mean Group

Variables		Coefficients	Probabilités
Long terme	Linvest	-0,2347209	0,000
	Ldpsant	-0,1048141	0,000
	Ldpeduc	0,2981421	0,000
Court terme	Force de rappelle	-0,5730367	0,000
	d.linvest	0,0562994	0.043
	d.ldpsant	-0,0046462	0.885
	d.ldpeduc	0,0134476	0.621
	Cons	2,920863	0.000

Source : Réalisé par les auteurs

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Tableau n° 10 : Estimation des coefficients avec le modèle Mean Group

Variables		Coefficients	Probabilités
Long terme	Linvest	-0.023723	0.856
	Ldpsant	-0.0127738	0.967
	Ldpeduc	0.2615784	0.671
Court terme	Force de rappelle	-0,7695921	0,001
	d.linvest	0.0954414	0.042
	d.ldpsant	-0.0675567	0.071
	d.ldpeduc	0.056684	0.307
	Cons	5.328141	0.036

Source : Réalisé par les auteurs

❖ **Cas de la variable pauvreté monétaire**

Tableau n° 11: Estimation des coefficients avec le modèle Pooled Mean Group

Variables		Coefficients	Probabilités
Long terme	Linvest	-0,0367743	0,000
	Ldpsant	-0,0854915	0,000
	Ldpeduc	0,0701882	0,000
Court terme	Force de rappelle	-0,35928	0,001
	d.linvest	0,019091	0.008
	d.ldpsant	0,0157828	0.200
	d.ldpeduc	-0,0496647	0.019
	Cons	1,727676	0.001

Tableau n° 12 : Estimation des coefficients avec le modèle Mean Group

Variable		Coefficients	Probabilités
Long terme	Linvest	2,935664	0.318
	Ldpsant	1,487545	0.316
	Ldpeduc	-3,900849	0.320
Court terme	Force de rappelle	-0,9981976	0,005

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

	d.linvest	0.0563828	0.075
	d.ldpsant	-0.0302433	0.476
	d.ldpeduc	-0,0765321	0.171
	Cons	2,158661	0.187

Source : Réalisé par les auteurs

L'analyse des tableaux 7 et 9 montrent que tous les coefficients à long terme sont significatifs. De plus le terme de correction d'erreur est négatif et inférieur à 1 et significatif pour les deux cas, donc le modèle Pooled Mean Group est acceptable.

Par ailleurs on peut remarquer que pour le modèle Mean Group toutes les variables à long terme ne sont pas significatives. Le terme de correction d'erreur est significativement négatif et inférieur à 1, donc ce modèle est aussi acceptable.

❖ Discrimination entre le modèle Pooled Mean Group et le modèle Mean Group

Tableau n°13 : Test de Hausman

Chi2(3)	0,14
Probabilité	0,9865

Source : Réalisé par les auteurs

L'analyse du résultat du test de Hausman révèle que la probabilité du test est largement supérieure à 5%, on conclut que le modèle Pooled Mean Group donne la meilleure estimation

2. Interprétation des résultats et vérification des hypothèses

2.1. Interprétation des résultats

Après le choix du modèle Pooled Mean Group l'analyse des résultats obtenus indique que les dépenses en investissement publics (**Invest**) et celles en santé (**DpSant**) influence négativement et de façon significative la pauvreté non monétaire et la pauvreté monétaire au Bénin. Ainsi une augmentation de 1 % des investissements publics et des dépenses en santé provoquerait respectivement une diminution de **0,23%** et de **0,10%** de la pauvreté non monétaire. Cette même augmentation provoquerait respectivement une diminution de **0,04%** et de **0,09%** de la pauvreté monétaire.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Ces résultats montrent le lien entre dépenses publiques et la pauvreté au Bénin. En effet l'analyse de ces résultats démontre qu'une augmentation des investissements publics et des dépenses en santé s'accompagne d'une diminution de la pauvreté. Ceci peut s'expliquer par le fait que certaines populations ont l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'infrastructure routière suite à un investissement de la part du gouvernement dans le secteur. La faiblesse de ces coefficients explique grandement le fait que certaines localités de nos départements sont privées de ces infrastructures. Il s'en sort que c'est juste une partie de la population qui bénéficie des bienfaits des efforts du gouvernement dans ces secteurs. Par ailleurs ces effets négatifs s'expliquent également par une création d'emploi dans l'économie suite à un accroissement des investissements publics, ce qui est source de revenus pour les ménages et en conséquence améliorent leurs conditions de vie et d'existence. L'effet significatif de la santé dans le modèle élaboré montre l'importance du phénomène. L'accès à la santé grâce aux politiques économiques du gouvernement se montre comme une source de réduction de la pauvreté surtout non monétaire. Cependant l'analyse révèle que les dépenses en santé ont une faible influence sur la réduction de la pauvreté au Bénin. Ce résultat témoigne aussi de la faiblesse des dépenses en santé engagées au Bénin. La difficulté d'accès au service de santé par certaine population aggrave en effet leur état de pauvreté. L'insuffisance du personnel sanitaire et des infrastructures appropriées dans certains départements expliquent également cette faiblesse d'influence.

Contrairement aux autres variables, les dépenses publiques en éducation ont une influence positive sur la pauvreté au Bénin. Cependant l'effet significatif de ces dépenses montre leur importance capitale dans le cadre de lutte contre la pauvreté au Bénin. En effet nos estimations révèlent qu'une variation de **1%** des **dépenses en éducation** a pour effet d'accroître la **pauvreté non monétaire** de **0,30 %** et de **0,07%** la **pauvreté monétaire**. Cet effet significatif de l'éducation dans le modèle élaboré peut se montrer à travers l'accès à l'éducation grâce aux politiques économiques du gouvernement (gratuité de l'enseignement jusqu'au supérieur) Le nombre grandissant de diplômés sortant de l'université chaque année en est un exemple.

2.2. Vérification des hypothèses

Il est question dans cette partie, à la suite des différents résultats présentés et analysés ci-haut de confirmer ou non les hypothèses émises. Le but de cette étude est d'analyser l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté au Bénin.

- ✓ Hypothèse H1 : « *Une hausse des investissements publics est négativement corrélée avec la pauvreté non monétaire au Bénin* ».

Comme l'indique l'hypothèse, il s'agit de voir si les investissements publics entre dans les facteurs de réduction de la pauvreté non monétaire au Bénin. L'analyse des résultats obtenus à partir du modèle Pooled Mean Group montre que l'investissement public influence négativement et significativement la pauvreté non monétaire. Ceci parce que le coefficient associé à cette variable est de signe négatif et sa probabilité est inférieure à 5%. Cependant l'hypothèse H1 qui suppose « *Une hausse des investissements publics est négativement corrélée avec la pauvreté non monétaire au Bénin* » est validée

- ✓ Hypothèse H2 : « *Les investissements publics agissent négativement sur la pauvreté monétaire au Bénin* ».

Cette hypothèse de l'étude suggère un effet négatif des investissements publics sur la pauvreté monétaire au Bénin. Il s'agit de voir si l'augmentation des investissements publics a un effet négatif et significatif sur la pauvreté monétaire. La réponse à cette question découle des différentes analyses faites entre ces variables. En effet, le coefficient associée à la variable **Invest** sur la pauvreté monétaire est effectivement significatif et de signe négatif. Il ressort des résultats que l'hypothèse H2 qui stipule « *Les investissements publics agissent négativement sur la pauvreté monétaire au Bénin* » est aussi pas validée

Hypothèses	Appréciation
H1	Acceptée
H2	Acceptée

3. Limites et perspectives de recherche

Comme toute étude empirique, cette recherche n'est pas exempte de limites. Les limites de l'étude sont essentiellement inhérentes à la taille de l'échantillon. Cette étude a été réalisée à la base des données obtenues à l'INSAE et au MS. Le nombre relativement petit de l'échantillon est dû au fait qu'il s'agit des agrégats macroéconomique qui sont élaborés sur la

base des EMICoV. Cependant nous n'avons pas pu obtenir un échantillon de taille suffisamment élevé qui nous permettrait de blanchir certaines erreurs et d'extrapoler enfin nos résultats.

En outre cette étude se concentre uniquement sur les données conjoncturelles alors qu'il y a aussi de nombreuses autres variables qui influencent bien la pauvreté. En dehors des voies de recherche liées aux limites, d'autres pistes de recherches peuvent être envisagées pour poursuivre ce travail.

RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats nous formulons aux pouvoirs publiques les recommandations suivantes :

❖ **Dans le domaine de l'éducation**

- Prendre toutes les mesures concrètes et nécessaires pour réduire les disparités régionales en termes d'accessibilité au droit à l'éducation, en créant de nouveaux établissements scolaires dans les zones enclavées ;
- Instaurer un dialogue avec les syndicats enseignants, de procéder à une évaluation de leurs conditions de travail et de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour leur assurer des conditions de travail et un niveau de vie décent ;
- Prévoir de nouveaux postes d'enseignants à tous les niveaux d'études et de cesser le fonctionnement par vacation ;
- Poursuivre la réforme des méthodes pédagogiques, en concertation avec les acteurs concernés, afin de garantir la solidité des acquis tout au long du cursus scolaires et de réduire le taux de déperdition.

❖ **Dans le domaine de la santé**

- Valoriser les fonctions médicales et paramédicales notamment en augmentant les salaires du personnel de santé et en leur assurant une formation adéquate ;
- Assurer une meilleure gestion des équipements existants et de mettre en place et développer de nouvelles structures de santé ;

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

- Mettre en place des structures de santé spécialisées, notamment dans le domaine de la santé mentale, de la santé des femmes et des personnes âgées ;
- Assurer l'approvisionnement et la distribution des médicaments et du matériel médical dans les établissements de santé publique afin de permettre un meilleur accès au soin et au personnel médical d'exercer sa fonction dans de meilleures conditions.

Nonobstant qu'il puisse exister des biais provenant de l'estimation du modèle, les résultats obtenus présentent une cohérence d'ensemble. Même si, les résultats issus des simulations ne peuvent constituer une règle systématique d'application par les autorités publiques, ils peuvent constituer toutefois une référence importante dans la prise des décisions de politique économique. Dans cette perspective les indicateurs que nous proposons vise à enrichir le débat économique et sociale, à aider à l'élaboration et à l'évaluation des réformes et des politiques publiques. Ils n'ont pas vocation à devenir en eux-mêmes des instruments de pilotage direct de la politique macroéconomique.

CONCLUSION

La construction d'un modèle d'analyse qui retrace l'effet des dépenses publiques notamment celles en investissement publics, dans le secteur de l'éducation et dans le secteur de la santé sur la réduction de la pauvreté au Bénin à constituer la base essentielle de ce présent travail.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

L'objectif a été d'étudier la relation entre les investissements publics et la pauvreté au Bénin. L'atteinte de cet objectif nous a conduits à introduire dans le modèle d'analyse deux variables de contrôle : les dépenses publiques en santé et les dépenses publiques en éducation. L'étude s'est faite sur la base d'une approche descriptive et économétrique utilisant les méthodes de régressions linéaire multiple avec les données en panel.

Au terme de notre étude, les résultats obtenus nous indiquent les différents degrés de sensibilité entre les variables mise en évidence à travers le modèle. En effet, il se dégage de ces différentes analyses un effet négatif des investissements publics sur la pauvreté non monétaire et sur la pauvreté monétaire. L'accès à certaines infrastructures de base par les populations de certains départements explique en grande partie ce résultat. En outre l'analyse des résultats du modèle estimé révèle un lien significatif entre les dépenses en éducation nationale et la pauvreté. Cet effet significatif observé résulte en fait d'un accroissement des capacités et potentialités intellectuelle de la jeunesse béninoise. L'estimation de notre étude révèle que les dépenses en santé ont une faible influence négative sur la pauvreté au Bénin. En réalité la faiblesse des dépenses de l'Etat dans le secteur de la santé explique cette observation. Par exemple la difficulté d'accès au service de santé par la population aggrave leur situation de pauvreté. L'insuffisance du personnel sanitaire qualifié et des infrastructures appropriées en est également un exemple.

Selon les résultats, nous pouvons dire que pour réduire la pauvreté notamment la pauvreté non monétaire et non monétaire au Bénin, il faut que le gouvernement augmente considérablement les investissements publics afin que tous aient accès aux infrastructures de bases. Il faudra également que l'Etat améliore les conditions de vie des ménages en améliorant la qualité des services sanitaires publics tout en permettant l'accès aux plus pauvres, il faudra certes revoir les dépenses en éducation nationale. En fait la question de la réduction de la pauvreté est très complexe et personne n'a la bonne solution.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ❖ Ali et E. Pernia (2003). Infrastructure and Poverty Reduction: What is the Connection? Working papers of Economics and Research Department, Policy Brief No.13, ADB, Manila.
- ❖ Ait Mokhtar, Omar (2014). L'évolution de la politique des dépenses publiques dans le contexte de la mondialisation : cas de l'Algérie 1999-2014. Thèse soutenu à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion de l'Université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen, 362 pages.
- ❖ Aschauer, D. (1989), « Is Government Spending Productive? », Journal of Monetary
- ❖ Asselin, L-M. et A. Dauphin [2000] : « Mesure de la pauvreté : Un cadre conceptuel », Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale, Direction Études et Formation, (Oct. 2000), 45p.
- ❖ Barro, R. J. (1990), « Government Spending in a Simple of Endogenous Growth », Journal of Political Economy, 98, pp. 103-125.
- ❖ Becker et Gary, S. (1975). *Human Capital : A theoretical and empirical analysis with special reference to education..* 2^{ième} édition , New York, National bureau of economic research, Columbia University press
- ❖ B. Armes, W. Brown, S. Devarajan, « Problèmes macroéconomiques » 2000, In www.worldbank.org/poverty
- ❖ Bhattarai, M.,R. Sakhitavadivel, and Intizar Hussain, (2002), "Irrigation Impacts on Income Inequality and Poverty Alleviation", International Water Management Institute Working Paper 39, Colombo.
- ❖ Blejer, M. I. et M. S. Khan (1984), « Government Policy and Private Investment in Developing Countries » IMF, Staff papers. Vol. 31, N°2, pp.379-403.
- ❖ Bourguignon F. (2000) : "Redistribution et développement" Conseil d'Analyse Economique.
- ❖ Creel, J., Ducoudre, B., Mathieu, C. et Sterdyniak, H. (2005), « Doit-on Oublier la Politique Budgétaire? Une Analyse Critique de la Nouvelle Théorie Anti-Keynésienne des Finances Publiques », Revue de l'OFCE 92, 43-97.
- ❖ Cooley, T. (1995), « Frontiers in Business Cycle Research », Princeton University Press.

- ❖ Devarajan, S., V. Swaroop, et H. Zou, (1996), « The Composition of Public Expenditure and Economic Growth », *Journal of Monetary Economics*, n° 37, avril 33 Revue de l'Institut de Développement Economique (RIDEC) 1996, pp. 318-344.
- ❖ DFID, (2002), "Making the Connections: Infrastructure for Poverty Reduction", London.
- ❖ Emmanuelle BENICOURT, La pauvreté selon le PNUD et la Banque Mondial, Edition de l'EHESS, Etudes rurale 2001 N°159-16-ISSN-0014-2182/ ISBN-2-7132-1421-1/pp 35-53
- ❖ Ertz, G. (2001), « La Contribution du Courant des Cycles Réels à la Théorie du Cycle Economique », *Reflets et Perspectives*, 215-227, *Economics*, Vol. 23, pp. 177–200
- ❖ François Perroux, les coûts de l'homme, *Economie Appliquée*, 1952
- ❖ Foirry, J.P (1997). *Economie publique*. Editions Hachette, 1997 Hachette
- ❖ Fan, Zhang et Rao (2004), Public expenditure growth and poverty reduction in rural Uganda, Working paper of Development Strategy and Governance Division of International Food Policy Research Institute discussion, N°4.
- ❖ Fan, S, L.X. Zhang et X. B. Zhang (2002), Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Rural China : The Role of Public Investments. Working papers of International Food Policy Research Institute, Washington, DC. N° 125.
- ❖ Herpin, N. et Verger, D (1997). Mesurer la pauvreté aujourd'hui : Présentation générale, *Economie et Statistique*, N°308-309-310, pages 3-22.
- ❖ Kwon, E.K. (2001) *Infrastructure, Growth, and Poverty Reduction in Indonesia: A Cross-Sectional Analysis*. Asian Development Bank, Manila.
- ❖ Kydland, F. et E. Prescott (1982), « Time to Build and Aggregate Fluctuations », *Econometrica*, 50, 1345-1370.
- ❖ Long, J. et C. Plosser (1983), « Real Business Cycles », *Journal of Political Economy*, 91, 39-69.
- ❖ Landau, D. (1983), « Government Expenditure and Economic Growth: A Cross-Country Study », *Southern Economic Journal*, 49(3), pp. 783-792.
- ❖ Llau, P. (1999), « Les contractions budgétaires en Europe. Les enseignements des ajustements danois, irlandais et suédois », *Revue Française de Finances Publiques*, 68, 17-31.
- ❖ Nubukpo, K. K. (2003), « Dépenses Publiques et Croissance des Économies de l'UEMOA » CIRAD.

- ❖ Ojo, O. et T. Oshikoya (1995), « Determinants of Long Term Growth: Some African Results », *Journal of African Economies*, Vol. 4, No. 2, pp. 163-191.
- ❖ Ouattara, W. (2008), « Analyse de la Productivité et des Externalités des Dépenses Publiques en Afrique au Sud du Sahara : Cas de la Zone UEMOA », *Economie appliquée*, 61(2): 153 – 169.
- ❖ Paugam, S. et M. Selz [2005] : « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970 », *Economie et Statistique*, numéro spécial, N°383-384-385, pp. 283-305.
- ❖ PNUD [1997] : « Manuel d'analyse de la pauvreté : Application au Bénin ».
- ❖ Projet de renforcement de capacité en conception et l'analyse des politiques de développement financé par le PNUD (Août 2010). Infrastructure de base et niveau de pauvreté dans les communes de Bénin. Document de travail du centre de conception et d'analyse des politiques de développement, N°007/2010, 33 pages.
- ❖ Ravallion, M. [1996] : « Comparaisons de la Pauvreté: concepts et méthodes », *Living Standards Measurement Study Working Paper N°122*, The World Bank, (Feb. 1996), 162p.
- ❖ Ravallion, M. [1997] : « Can High-Inequality Developing Countries Escape Absolute Poverty? », *Economic Letters*, Vol. 56, pp. 51-57.
- ❖ Renaud Jean François et Eric Tabourin (1998). *Les grandes Fonctions économiques : la production et les dépenses*, ellipses, Paris.
- ❖ Razafindrakoto Mireille et François, Roubaud (2005). Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement : Le cas de la capitale malgache. *Économie et Statistique*, N° 383-384-385
- ❖ Richard Musgrave, *The theory of public finance*, 1959
- ❖ Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997, op.cit, pp 13.
- ❖ Sen, A. (1997). Human Capital and Human Capability. *World Development* , N °25/12, pages 1959-1961.
- ❖ Soufi, Imane (2011). Impact des dépenses publiques sur la pauvreté. Thèse soutenu à la Faculté des sciences économique et de gestion de l'Université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen, 202 pages.
- ❖ Songco, J., (2002) , “ Do Rural Infrastructure Investments Benefit the Poor? ”, World Bank, Working Paper 2796, Washington, DC.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

- ❖ Tanzi, V. et H. Zee (1997), « Fiscal Policy and Long-Run Growth », IMF Staff Papers, Vol. 44, pp.179-209. »
- ❖ Townsend, P. [1962] : « The Meaning of Poverty », The British journal of Sociology, Vol. 13, No. 3, (Sep. 1962), pp. 210-227.

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

ANNEXES

A.1 : Test de stationnarité des variables à niveau

Im-Pesaran-Shin unit-root test for lpaunm

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels =	12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods =	10
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N ->	Infinity
Panel means: Included		sequentially
Time trend: Not included		

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-1.6656		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.4466				
Z-t-tilde-bar	-0.8284	0.2037			

Im-Pesaran-Shin unit-root test for lpaum

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels =	12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods =	10
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N ->	Infinity
Panel means: Included		sequentially
Time trend: Not included		

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-1.6812		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.4686				
Z-t-tilde-bar	-0.9340	0.1752			

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Im-Pesaran-Shin unit-root test for linvest

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels =	12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods =	10
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity	
Panel means: Included	sequentially	
Time trend: Not included		

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-2.9843		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.2764				
Z-t-tilde-bar	-0.0115	0.4954			

Im-Pesaran-Shin unit-root test for ldpeduc

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels =	12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods =	10
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity	
Panel means: Included	sequentially	
Time trend: Not included		

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-2.9408		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-2.1000				
Z-t-tilde-bar	-3.9641	0.0000			

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Im-Pesaran-Shin unit-root test for ldpsant

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels = 12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods = 10
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity
Panel means: Included	sequentially
Time trend: Not included	

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-1.8412		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.5799				
Z-t-tilde-bar	-1.4683	0.0710			

A.2 : Test de stationnarité des variables en différence première

Im-Pesaran-Shin unit-root test for dlpaunm

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels = 12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods = 9
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity
Panel means: Included	sequentially
Time trend: Not included	

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-2.8295		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.9321				
Z-t-tilde-bar	-3.2834	0.0005			

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Im-Pesaran-Shin unit-root test for dlpaum

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels = 12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods = 9
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity
Panel means: Included	sequentially
Time trend: Not included	

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-3.0388		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-1.9770				
Z-t-tilde-bar	-3.4977	0.0002			

Im-Pesaran-Shin unit-root test for dlinvest

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels = 12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods = 9
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity
Panel means: Included	sequentially
Time trend: Not included	

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-5.2263		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-2.1646				
Z-t-tilde-bar	-4.3928	0.0000			

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Im-Pesaran-Shin unit-root test for dldpsant

Ho: All panels contain unit roots	Number of panels =	12
Ha: Some panels are stationary	Number of periods =	9
AR parameter: Panel-specific	Asymptotics: T,N -> Infinity	
Panel means: Included	sequentially	
Time trend: Not included		

ADF regressions: No lags included

	Statistic	p-value	Fixed-N exact critical values		
			1%	5%	10%
t-bar	-5.3461		-2.140	-1.950	-1.850
t-tilde-bar	-2.4051				
Z-t-tilde-bar	-5.5405	0.0000			

A.3 : Test de cointégration avec la variable pauvreté non monétaire

1. Test de Pedroni

Pedroni Residual Cointegration Test
 Series: LNEDUC LNINVEST LNPAUNM LNSANTE
 Date: 11/12/16 Time: 11:38
 Sample: 2005 2014
 Included observations: 120
 Cross-sections included: 12
 Null Hypothesis: No cointegration
 Trend assumption: No deterministic trend
 Automatic lag length selection based on SIC with a max lag of 0
 Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Alternative hypothesis: common AR coefs. (within-dimension)

	Statistic	Prob.	Weighted Statistic	Prob.
Panel v-Statistic	0.034232	0.4863	0.094796	0.4622
Panel rho-Statistic	0.059167	0.5236	0.170162	0.5676
Panel PP-Statistic	-9.066756	0.0000	-8.181709	0.0000
Panel ADF-Statistic	-9.998687	0.0000	-8.946144	0.0000

Alternative hypothesis: individual AR coefs. (between-dimension)

	Statistic	Prob.
Group rho-Statistic	1.716141	0.9569
Group PP-Statistic	-9.865237	0.0000
Group ADF-Statistic	-10.89338	0.0000

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Cross section specific results

Phillips-Peron results (non-parametric)

Cross ID	AR(1)	Variance	HAC	Bandwidth	Obs
1	-0.156	0.069959	0.075151	1.00	9
2	-0.542	0.054848	0.045108	3.00	9
3	-0.084	0.065792	0.086599	1.00	9
4	-0.091	0.086621	0.098924	1.00	9
5	-0.135	0.046940	0.065188	1.00	9
6	-0.112	0.050762	0.059518	1.00	9
7	-0.460	0.114861	0.152749	1.00	9
8	-0.203	0.049716	0.070321	1.00	9
9	-0.420	0.054167	0.054167	0.00	9
10	-0.229	0.050975	0.062218	1.00	9
11	-0.144	0.053467	0.069597	1.00	9
12	-0.190	0.040417	0.051159	1.00	9

Augmented Dickey-Fuller results (parametric)

Cross ID	AR(1)	Variance	Lag	Max lag	Obs
1	-0.156	0.069959	0	0	9
2	-0.542	0.054848	0	0	9
3	-0.084	0.065792	0	0	9
4	-0.091	0.086621	0	0	9
5	-0.135	0.046940	0	0	9
6	-0.112	0.050762	0	0	9
7	-0.460	0.114861	0	0	9
8	-0.203	0.049716	0	0	9
9	-0.420	0.054167	0	0	9
10	-0.229	0.050975	0	0	9
11	-0.144	0.053467	0	0	9
12	-0.190	0.040417	0	0	9

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

2-Test de Kao

Kao Residual Cointegration Test
 Series: LNEDUC LNINVEST LNPAUNM LNSANTE
 Date: 11/12/16 Time: 12:21
 Sample: 2005 2014
 Included observations: 120
 Null Hypothesis: No cointegration
 Trend assumption: No deterministic trend
 Automatic lag length selection based on SIC with a max lag of 1
 Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

ADF	t-Statistic	Prob.
	-11.17395	0.0000
Residual variance	0.355744	
HAC variance	0.210328	

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RESID)
 Method: Least Squares
 Date: 11/12/16 Time: 12:21
 Sample (adjusted): 2006 2014
 Included observations: 108 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RESID(-1)	-1.150370	0.076072	-15.12213	0.0000
R-squared	0.669009	Mean dependent var		0.115022
Adjusted R-squared	0.669009	S.D. dependent var		0.589869
S.E. of regression	0.339362	Akaike info criterion		0.685717
Sum squared resid	12.32281	Schwarz criterion		0.710551
Log likelihood	-36.02870	Hannan-Quinn criter.		0.695786
Durbin-Watson stat	1.776747			

A.4 : Test de cointégration avec la variable pauvreté monétaire

1. Test de Pedroni

Pedroni Residual Cointegration Test
 Series: LDPEduc LDPSANT LINVEST LPAUM
 Date: 02/02/17 Time: 16:22
 Sample: 2005 2014
 Included observations: 120
 Cross-sections included: 12
 Null Hypothesis: No cointegration
 Trend assumption: No deterministic trend
 Automatic lag length selection based on SIC with a max lag of 0
 Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Alternative hypothesis: common AR coefs. (within-dimension)

	Statistic	Prob.	Weighted Statistic	Prob.
Panel v-Statistic	0.285792	0.3875	-0.288983	0.6137
Panel rho-Statistic	0.048525	0.5194	0.431511	0.6670
Panel PP-Statistic	-10.55765	0.0000	-7.725505	0.0000
Panel ADF-Statistic	-11.53093	0.0000	-8.337056	0.0000

Alternative hypothesis: individual AR coefs. (between-dimension)

	Statistic	Prob.
Group rho-Statistic	1.803628	0.9644
Group PP-Statistic	-12.04260	0.0000
Group ADF-Statistic	-13.45194	0.0000

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

Cross section specific results

Phillips-Peron results (non-parametric)

Cross ID	AR(1)	Variance	HAC	Bandwidth	Obs
1	-0.093	0.070549	0.070549	0.00	9
2	-0.447	0.087799	0.058394	3.00	9
3	-0.198	0.052748	0.069086	1.00	9
4	0.157	0.066935	0.079367	1.00	9
5	-0.171	0.053475	0.069452	1.00	9
6	-0.212	0.051375	0.064932	1.00	9
7	-0.552	0.092447	0.127251	1.00	9
8	-0.199	0.031673	0.044749	1.00	9
9	-0.341	0.058295	0.076434	1.00	9
10	-0.375	0.022383	0.022383	0.00	9
11	-0.029	0.043611	0.054981	1.00	9
12	-0.202	0.027509	0.036631	1.00	9

Augmented Dickey-Fuller results (parametric)

Cross ID	AR(1)	Variance	Lag	Max lag	Obs
1	-0.093	0.070549	0	0	9
2	-0.447	0.087799	0	0	9
3	-0.198	0.052748	0	0	9
4	0.157	0.066935	0	0	9
5	-0.171	0.053475	0	0	9
6	-0.212	0.051375	0	0	9
7	-0.552	0.092447	0	0	9
8	-0.199	0.031673	0	0	9
9	-0.341	0.058295	0	0	9
10	-0.375	0.022383	0	0	9
11	-0.029	0.043611	0	0	9
12	-0.202	0.027509	0	0	9

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

2. Test de Kao

Kao Residual Cointegration Test
 Series: LDPEduc LDPSANT LINVEST LPAUM
 Date: 02/02/17 Time: 16:25
 Sample: 2005 2014
 Included observations: 120
 Null Hypothesis: No cointegration
 Trend assumption: No deterministic trend
 Automatic lag length selection based on SIC with a max lag of 1
 Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

	t-Statistic	Prob.
ADF	-13.55486	0.0000
Residual variance	0.346261	
HAC variance	0.209107	

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RESID)
 Method: Least Squares
 Date: 02/02/17 Time: 16:25
 Sample (adjusted): 2006 2014
 Included observations: 108 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RESID(-1)	-1.164395	0.067168	-17.33563	0.0000
R-squared	0.724687	Mean dependent var		0.129809
Adjusted R-squared	0.724687	S.D. dependent var		0.591770
S.E. of regression	0.310503	Akaike info criterion		0.507972
Sum squared resid	10.31612	Schwarz criterion		0.532807
Log likelihood	-26.43049	Hannan-Quinn criter.		0.518042
Durbin-Watson stat	1.895096			

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

A.5 : Estimation du modèle Pooled Mean Group

✓ Cas de la pauvreté non monétaire

```

Iteration 0:  log likelihood =  92.361199  (not concave)
Iteration 1:  log likelihood = 101.30368
Iteration 2:  log likelihood = 102.84693  (not concave)
Iteration 3:  log likelihood = 106.23349  (not concave)
Iteration 4:  log likelihood = 107.83421  (not concave)
Iteration 5:  log likelihood = 108.73278  (not concave)
Iteration 6:  log likelihood = 109.13983  (not concave)
Iteration 7:  log likelihood = 109.45927
Iteration 8:  log likelihood = 110.63213
Iteration 9:  log likelihood = 110.69334
Iteration 10: log likelihood = 110.69353
Iteration 11: log likelihood = 110.69353
    
```

Pooled Mean Group Regression
(Estimate results saved as pmg)

```

Panel Variable (i): departements      Number of obs      =      108
Time Variable (t): annee              Number of groups   =       12
                                       Obs per group: min =        9
                                       avg =       9.0
                                       max =        9
    
```

Log Likelihood = 110.6935

D.lpaunm	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
ec						
linvest	-.2347209	.0083889	-27.98	0.000	-.2511629	-.2182789
ldpsant	-.1048141	.0124477	-8.42	0.000	-.1292112	-.0804169
ldpeduc	.2981421	.0252323	11.82	0.000	.2486877	.3475965
SR						
ec	-.5730367	.1552983	-3.69	0.000	-.8774159	-.2686576
linvest D1.	.0562994	.0277611	2.03	0.043	.0018886	.1107102
ldpsant D1.	-.0046462	.0321075	-0.14	0.885	-.0675758	.0582835
ldpeduc D1.	.0134476	.0272153	0.49	0.621	-.0398934	.0667886
_cons	2.920863	.7972096	3.66	0.000	1.358361	4.483365

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

✓ Cas de la pauvreté monétaire

```

Iteration 0: log likelihood = 180.36304 (not concave)
Iteration 1: log likelihood = 199.16466
Iteration 2: log likelihood = 203.08808 (not concave)
Iteration 3: log likelihood = 207.23055 (not concave)
Iteration 4: log likelihood = 208.84891 (not concave)
Iteration 5: log likelihood = 210.82853 (not concave)
Iteration 6: log likelihood = 212.31996 (not concave)
Iteration 7: log likelihood = 213.77733
Iteration 8: log likelihood = 214.52127
Iteration 9: log likelihood = 215.07587
Iteration 10: log likelihood = 215.4681
Iteration 11: log likelihood = 215.9801
Iteration 12: log likelihood = 215.98126
Iteration 13: log likelihood = 215.98126
    
```

Pooled Mean Group Regression
(Estimate results saved as pmg)

```

Panel Variable (i): departements      Number of obs   =      108
Time Variable (t): annee              Number of groups =       12
                                       Obs per group: min =        9
                                       avg =          9.0
                                       max =          9
    
```

Log Likelihood = 215.9813

D.lpaum	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
ec					
linvest	-.0367743	.0025033	-14.69	0.000	-.0416807 -.0318679
ldpsant	-.0854915	.0024223	-35.29	0.000	-.0902392 -.0807439
ldpeduc	.0701882	.0040818	17.20	0.000	.062188 .0781885
SR					
ec	-.35928	.1079647	-3.33	0.001	-.5708868 -.1476731
linvest					
D1.	.019091	.007222	2.64	0.008	.0049361 .0332459
ldpsant					
D1.	.0157628	.012299	1.28	0.200	-.0083427 .0398684
ldpeduc					
D1.	-.0496647	.0211134	-2.35	0.019	-.0910461 -.0082832
_cons	1.727676	.509483	3.39	0.001	.7291076 2.726244

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

A.6 : Estimation du modèle Mean Group

✓ Cas de la pauvreté non monétaire

Mean Group Estimation: Error Correction Form
(Estimate results saved as mg)

D.lpaum	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
ec					
linvest	-.023723	.1304676	-0.18	0.856	-.2794347 .2319888
ldpsant	-.0127738	.3074832	-0.04	0.967	-.6154297 .5898822
ldpeduc	.2615784	.6159906	0.42	0.671	-.9457409 1.468898
SR					
ec	-.7695921	.2259067	-3.41	0.001	-1.212361 -.3268232
linvest D1.	.0954414	.0468492	2.04	0.042	.0036187 .1872642
ldpsant D1.	-.0675567	.0373645	-1.81	0.071	-.1407897 .0056763
ldpeduc D1.	.056684	.0554474	1.02	0.307	-.0519909 .1653589
_cons	5.328141	2.536086	2.10	0.036	.3575033 10.29878

✓ Cas de la pauvreté monétaire

Mean Group Estimation: Error Correction Form
(Estimate results saved as mg)

D.lpaum	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
__ec					
linvest	2.935664	2.940089	1.00	0.318	-2.826805 8.698133
ldpsant	1.487545	1.48328	1.00	0.316	-1.41963 4.394721
ldpeduc	-3.900849	3.921971	-0.99	0.320	-11.58777 3.786074
SR					
__ec	-.9981976	.3577734	-2.79	0.005	-1.699421 -.2969747
linvest D1.	.0563828	.0316169	1.78	0.075	-.0055852 .1183508
ldpsant D1.	-.0302433	.0424661	-0.71	0.476	-.1134754 .0529888
ldpeduc D1.	-.0765321	.0559221	-1.37	0.171	-.1861374 .0330731
_cons	2.158661	1.634451	1.32	0.187	-1.044804 5.362127

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

A.6 : Test de Hausman

```
17 . hausman mg pmg, sigmamore
```

	Coefficients		(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
	(b) mg	(B) pmg		
linvest	-.023723	-.2347209	.210998	.8543786
ldpsant	-.0127738	-.1048141	.0920403	2.01364
ldpeduc	.2615784	.2981421	-.0365637	4.033985

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtpmg
 B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtpmg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\begin{aligned}
 \text{chi2(3)} &= (b-B)' [(V_b - V_B)^{-1}] (b-B) \\
 &= \quad \quad 0.14 \\
 \text{Prob} > \text{chi2} &= \quad \quad 0.9865
 \end{aligned}$$

TABLE DES MATIERES

<i>Avertissement</i>	i
DEDICACES.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	v
SOMMAIRE	vi
RESUME.....	vii
INTRODUCTION.....	1
<i>CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE</i>	3
SECTION 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses.....	3
1. PROBLEMATIQUE	3
2. OBJECTIFS.....	6
3. HYPOTHESES	6
SECTION 2 : Revue de la Littérature	6
1. Etudes théoriques sur le concept de la pauvreté.....	6
1.1. Définition du concept de pauvreté.....	6
1.2. Les différentes approches du concept de la pauvreté	7
1.2.1. L'approche monétaire de la pauvreté	8
1.2.2. L'approche des conditions de vie ou d'existence de la pauvreté.....	8
1.2.3. L'approche de capacité ou de potentialité de la pauvreté.....	9
1.2.4. Les approches de la pauvreté en termes de mesure statistique.....	10
1.3. Les causes de la pauvreté	11
2. Etudes théoriques sur le concept de dépense publiques	11
2.1. Définition du concept	11
2.2. Les différentes classifications des dépenses publiques	12
2.2.1. La classification en fonction des personnes	13
2.2.2. La classification des dépenses en fonction de leur nature	13
3. Interrelations entre dépenses budgétaires et la pauvreté	16
3.1. Relation entre les dépenses publiques et la croissance économique	16
3.2. Relation entre infrastructure de base et la pauvreté.....	18
3.3. Relation entre dépenses publique d'éducation et la pauvreté.....	19
SECTION 1 : Méthodologie de la recherche	21
1. Présentation du modèle	21

Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté dans les départements du Bénin

2. Données et sources	23
3. Procédure d'estimation du modèle	23
4. Techniques de traitement de données	25
SECTION 2 : Présentation et analyse des résultats	25
1. Analyse descriptive et économétrique de la relation entre pauvreté et dépenses publiques au Bénin	25
1.1. Situation de pauvreté et des investissements publics au Bénin	25
1.2. Analyse économétrique de la relation entre pauvreté et dépenses publiques	29
1.2.1. Résultats de l'estimation économétrique	29
2. Interprétation des résultats et vérification des hypothèses	34
2.1. Interprétation des résultats	34
2.2. Vérification des hypothèses	35
3. Limites et perspectives de recherche	36
RECOMMANDATIONS	37
CONCLUSION	38
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	40
ANNEXES	A
A.1 : Test de stationnarité des variables à niveau	A
A.2 : Test de stationnarité des variables en différence première	C
A.3 : Test de cointégration avec la variable pauvreté non monétaire	E
A.5 : Estimation du modèle Pooled Mean Group	K
A.6 : Estimation du modèle Mean Group	M
A.6 : Test de Hausman	N
TABLE DES MATIERES	O